

La Mauvaise Herbe



vol. 15 no. 1

La Mauvaise Herbe

Vol. 15 n. 1 Hiver 2016

Si vous voulez communiquer avec nous: mauvaiseherbe@riseup.net
Vous pouvez maintenant lire la version pdf (page par page) sur le site suivant:
<http://anarchieverte.ch40s.net/la-mauvaise-herbe/>

Liens locaux et régionaux:

Montréal Contre-information
mtlcounter-info.org

Librairie L'Insoumise
2033 St-Laurent, Montréal
insoumise.wordpress.com

Anne Archet
annearchet.wordpress.com

Submedia, The Stimulator
submedia.tv/stimulator

DIRA Bibliothèque libertaire
2035 St-Laurent, Montréal
bibliothequedira.wordpress.com

La Déferle
au1407.org

Projet Accompagnement Solidarité Colombie
pasc.ca

Les jardins de la résistance
cooplesjardinsdelaresistance.com/content/accueil

CLAC Montréal
clac-montreal.net

Salon du livre anarchiste
salonanarchiste.ca

Antidéveloppement
antidev.wordpress.com

La pointe libertaire
lapointelibertaire.org

Collectif Opposé Brutalité Policière
cobp.resist.ca

La solide
lasolide.info/

Liens Internationaux :

Anarchie verte
anarchieverte.ch40s.net

Green Anarchy
greenanarchy.anarchyplanet.org

L'Endehors
endehors.net

Base de données anarchistes
non-fides.fr

Terra Selvaggia / Il Silvestre
informa-azione.info

L'aube épine
laubepineautomedia.noblogs.org

1 + 1 = salade?
madeinearth.wordpress.com

Anarchy: A Journal of Desire Armed
anarchymag.org

Free Radical Radio
freeradicalradio.net

Brèves du désordre
cettesemaine.info/breves

Infokiosques
infokiosques.net

Ravage Éditions
ravageeditions.noblogs.org

Apache Éditions
apache-editions.blogspot.com

Mutines Séditions
mutineseditions.free.fr

Contra Info
contrainfo.espiv.net

D'inspiration anarchiste et anticivilisation, ce zine est principalement diffusé quelque part et est tiré à 750 exemplaires par numéro.

Traumatismes et civilisation

Ce texte s'adresse à celles et ceux qui cherchent à comprendre comment les pensionnats autochtones et les pratiques d'adoption forcée ont été nécessaires à la prise de possession des territoires par le pouvoir étatique, et comment cela est lié au cycle de la violence au sein des communautés.

En juin 2015, après avoir recueilli pendant six ans les témoignages sur les abus et mauvais traitements subis par les ancien-ne-s élèves des pensionnats autochtones, la Commission de vérité et réconciliation du Canada a remis son rapport final. Depuis le milieu du 19^e siècle, environ 150 000 enfants indiens, inuits ou métis ont été enlevés de leur famille et envoyés de force dans des écoles religieuses sous la directive de l'État. La commission conclut que les pensionnats autochtones étaient un outil central d'un « génocide culturel » à l'égard des premiers peuples du Canada (1). Depuis les événements entourant la remise du rapport, on a pu constater dans les médias plusieurs tentatives révisionnistes et négationnistes contre les autochtones. Un candidat de qualité pour le prix du pire torchon est assurément l'anthropologue Réjean Morissette (2) qui présenta comme un fait qu'il n'y a pas eu d'autochtones au Québec avant l'arrivée des Français: « D'abord, rétablissons un fait. Les autochtones du Québec ont migré au Québec après l'arrivée des Français ». Quuuoi? Il va même jusqu'à dire que « l'occupation ancestrale du territoire » n'aurait jamais existé, ni qu'il y avait « des modes de vie traditionnels fondés sur une culture communautaire autochtone structurée ». Comme quoi la guerre sociale se déroule à chaque jour devant nos yeux.

Les journalistes, ne comprenant vraiment pas le but de l'exercice d'une telle commission, ne cessaient de détourner le sujet en mettant l'accent sur le coût des mesures nécessaires à la réconciliation proposées dans le rapport. Comprennent-ils qu'est-ce les survivant-e-s d'abus sexuels, psychologiques et physiques vivent au quotidien? Comprennent-ils les implications d'une mise en œuvre d'activités de guérison sur le long-terme? Les journalistes ont même donné bien trop d'écho à la polémique entourant l'utilisation du terme « génocide

culturel ». Voici un résumé de la polémique. Juste avant la publication du rapport, ce terme a été évoqué par la juge en chef McLachlin durant un discours pour décrire la récente période de l'histoire canadienne (3). Sans surprise, ceci a fait réagir une gang de négationnistes et de partisans du politically correct, qui ont réfuté l'existence même du génocide. Mais comme dans toute polémique, il faut lire ce qui s'est vraiment dit et comprendre le contexte avant de dire n'importe quoi. « L'objectif - je cite Sir John A. MacDonald, notre ancêtre vénéré [sic] - était de "sortir l'Indien de l'enfant" et de résoudre ainsi ce qu'on appelait le problème indien. L'"indianité" ne devait pas être tolérée; elle devait plutôt être éliminée. (...) Dans le mot à la mode de l'époque, c'était de l'assimilation; dans le langage du 21e siècle, un génocide culturel. » Elle spécifie donc que c'est dans le langage du 21e siècle.

Certains anthropologues préfèrent parler d'« ethnocide » (4) plutôt que de génocide, c'est-à-dire la destruction de l'entité culturelle d'un peuple plutôt que son annihilation physique. Quoique je soutiens ce jugement pour qualifier le sort qui a été réservé à de nombreux peuples autochtones – surtout pour qualifier la stratégie étatique générale utilisée récemment dans l'histoire coloniale en Amérique –, je pense que c'est quand même safe de parler de génocide en Amérique du Nord. Prenons trois exemples: les Béotuks de Terre-Neuve ont été exterminés, les peuples algonquiens de la côte Est des États-Unis ont été exterminés et les Arawaks et autres peuples des îles des Caraïbes ont été exterminés physiquement.



Il y a bel et bien eu génocide en Amérique du Nord. Et au fur et à mesure que les résistances autochtones ne posaient plus de menaces (raides) sur un territoire donné (la période historique varie selon les régions), le génocide s'est graduellement transformé en ethnocide. Mais

certaines caractéristiques génocidaires demeurèrent jusqu'à très récemment, comme la stérilisation forcée des femmes autochtones aux États-Unis dans les années 60 (5). Et on pourrait croire que le processus d'ethnocide se termina avec la fermeture des pensionnats autochtones, les premières fermetures dans les années 60. Mais non, l'ethnocide continua, mais sous une autre forme. L'ethnocide s'est poursuivi par les enlèvements massifs d'enfants autochtones sous des motifs de « protection de l'enfance », motifs basés sur notre conception civilisée de l'enfant et de la famille pour évaluer une situation familiale et juger de la manière dont d'autres élèvent leurs enfants, et institutionnalisés par les Lois (Loi protection de la jeunesse), les instances juridiques (cour d'adoption), les services sociaux et leurs outils professionnels (évaluation familiale, examen de l'intérêt supérieur de l'enfant).

Chez le public de colons, les pistes de solution proposées par la Commission attirèrent la redondante série de commentaires haineux contre les autochtones: ils ne payent pas de taxes, ils ont les cheveux longs, les communautés sont contrôlées par des groupes de criminels organisés, ils sont paresseux parce qu'ils ne travaillent pas comme des cons comme nous, ils sont tous des soulons, des drogués, etc. Je n'idéalise pas la vie dans les communautés; il existe bel et bien des problèmes sociaux dans les communautés, à différents degrés et à différents moments (toxicomanie et alcoolisme, négligence, suicides, etc.). Des problèmes qui ne concernent pas juste celles-ci, d'ailleurs. Pour bien comprendre les problèmes sociaux qui affectent les autochtones aujourd'hui (i.e. comprendre pourquoi ils vivent ces problèmes et comment ça se traduit), je propose d'analyser comment la civilisation occidentale (l'État, la société, ses intervenant-e-s et citoyen-ne-s) est intervenue auprès d'eux, plus particulièrement avec leurs enfants, dans l'objectif de les détruire culturellement, et comment cela est lié au cycle de la violence chez certains des survivant-e-s.

Je vais commencer par analyser le contexte sociohistorique colonial des divers dispositifs sociaux mis en place par les gouvernements fédéral et provincial visant le contrôle social des peuples autochtones, pour ensuite exposer le développement des institutions/services auprès des enfants et des familles autochtones et examiner les interactions qu'elles ont eues avec ceux-ci à travers l'histoire récente. Le point de départ est bien évidemment les écoles résidentielles (les

pensionnats autochtones). Je vais ensuite aborder le *Sixties Scoop* et le rôle des travailleur-euse-s sociaux-les dans l'adoption « transraciale ». Je vais poursuivre en vous présentant les résultats des études effectuées auprès des autochtones ayant été adoptés durant leur jeunesse. Je vais terminer cet article sur les divergences entre les conceptions autochtones et occidentales de la famille et des enfants.

Les écoles résidentielles

Les écoles résidentielles ont été établies en 1847 dans l'objectif officiel de civiliser les autochtones, c'est-à-dire scolariser, re-socialiser et assimiler les jeunes autochtones à la culture dominante canadienne. Les écoles ont été mises en place suite à une action concertée entre le gouvernement fédéral et diverses Églises. Le *Indian Act* de 1920 a rendu la fréquentation de l'école résidentielle obligatoire pour tous les enfants autochtones. En 1931, il y avait 80 établissements dans sept des provinces canadiennes et dans les territoires. Les écoles résidentielles ont pris fin dans les années 80, la dernière en 1996 seulement. Il est estimé qu'entre 125 000 et 150 000 enfants seraient passés par ce système. Le programme des pensionnats a constitué la pierre angulaire de la stratégie d'assimilation du gouvernement canadien.

Les écoles résidentielles ont causé la perte d'identité culturelle chez les autochtones en privant les jeunes de leur langue, leur culture et de leurs liens familiaux. Il était interdit de parler leur langue dans les écoles, de pratiquer leur culture, et plusieurs ne pouvaient pas retourner chez eux durant l'année scolaire.

Leurs objectifs étaient de détruire les cultures autochtones; il y a eu rupture dans la manière d'élever des enfants, ce qui a miné la transmission culturelle au sein des peuples autochtones. En détruisant la famille traditionnelle, l'école est



venue supporter la destruction des systèmes sociaux et politiques initiée par la mise en réserve et la création des conseils de bande. La famille traditionnelle et les systèmes sociaux et politiques traditionnels sont des systèmes interreliés.

Enfin, les pensionnats autochtones ont aussi été des lieux d'abus physiques, psychologiques et sexuels (6). De nombreux témoignages ont rapporté les punitions corporelles, les scènes d'humiliation publiques et privées, les attouchements et actes sexuels (viols) perpétrés par les membres du clergé, et autres employés, sur les enfants. Parler à un-e ami-e en classe, désobéir à une règle, répondre à un prêtre, tout devenait un prétexte pour infliger une punition. Au moment des premiers témoignages, certains anciens pensionnaires ont déploré ces récits et ont plutôt louangé les bienfaits des écoles. La plupart de ces personnes collaboraient de près avec les gouvernements sur différents projets. Les abus n'ont pas été le fait de quelques individus, ils étaient sus par tous et tolérés par les autorités. Le traumatisme chez les enfants a eu comme conséquence les abus intergénérationnels et la pathologie sociale dans les communautés: la violence vécue s'est transformée en violence sur leurs propres enfants (reproduction de la violence) et en actes autodestructeurs. Plusieurs survivant-e-s, eux/elles-mêmes victimes d'agression, expriment comment ils/elles ont fait violence à leurs propres enfants, à leurs conjoint-e-s, aux membres de leur famille, parce qu'ils/elles avaient trop mal à l'intérieur d'eux/elles.

La rafle d'enfants autochtones, des années 60 à aujourd'hui

Il y a une suite logique entre les écoles résidentielles et l'adoption massive et forcée des enfants autochtones dans des familles non autochtones suite à la fermeture des écoles. Dans le rapport Johnston (1983), on constate une augmentation du nombre d'enfants autochtones retirés de leur famille dans les années 60, et cela, sans l'obtention du consentement des parents et des bandes. Suite au *Canada Assistance Plan* de 1966, la proportion d'enfants autochtones mis en adoption a effectivement augmenté à travers le Canada. Juste avant la fermeture des premières écoles résidentielles, les systèmes de protection de l'enfance provinciaux ont été étendus aux réserves, prêts à prendre la relève. Mais leur présence a été reçue par une résistance des autochtones au contrôle provincial (les communautés autochtones ne sont pas des municipalités, mais des nations). Toutefois, les services de protection ont eu le dessus dans la majorité



des cas. Plusieurs enfants étaient donc placés dans des familles non autochtones à travers le Canada, aux États-Unis et ailleurs. Dans les années 70, un enfant autochtone sur trois était séparé de sa famille et 70% de ces enfants étaient placés à l'extérieur de leur communauté. En 1977, plus de 20% des enfants adoptés à travers le Canada étaient autochtones. Le système de protection de l'enfance continuait donc le travail d'acculturation, puisque ce système reflétait les idéaux dominants des blancs, entrant en conflit avec les valeurs et les traditions autochtones.

Cette vague d'enlèvement d'enfants a évolué vers un placement en famille d'accueil ou en milieu institutionnel. Suite à la résistance des autochtones contre l'adoption massive et permanente d'enfants autochtones, il y a peu à peu eu un moratoire sur les adoptions transraciales d'enfants autochtones. Les services de protection de l'enfance, composés de travailleurs sociaux blancs et travailleuses sociales blanches provenant de groupes socio-économiques et culturels dominants, ont continué à retirer les enfants autochtones de leur famille et communauté, en évoquant principalement une question de manque d'espace dans les logements (dans un contexte de manque de logements dans les réserves...) et de négligence (le fait qu'un membre de la famille élargie qui s'occupe

temporairement des enfants est considéré comme une forme de négligence chez les civilisé-e-s). Ces enfants sont aujourd'hui institutionnalisés à travers le placement à long terme dans des familles d'accueil ou des institutions.

La complicité des travailleurs sociaux et travailleuses sociales

Les travailleurs sociaux et travailleuses sociales ont été des acteurs/actrices de premier plan dans ces événements, surtout dans l'adoption massive d'enfants autochtones par des non autochtones. Jusqu'à 11 000 enfants autochtones ont été enlevés par les services sociaux, apportés devant les cours d'adoption et placés dans des familles non autochtones au Canada, aux États-Unis et ailleurs des années 60 aux années 80. Les travailleurs sociaux et travailleuses sociales ont également effacé toutes leurs informations dans les registres, rendant difficile de retracer l'origine de ces jeunes. Il est important de se rappeler que les enfants ont été arrachés à leur famille et communauté sans le consentement de celles-ci, contribuant à la méfiance des autochtones envers ces intervenant-e-s. Ils-elles ont été associé-e-s au vol d'enfants, à la destruction des familles et à l'oppression délibérée des communautés autochtones. Les travailleurs sociaux et travailleuses sociales furent des agents du colonialisme institutionnel. Au moindre prétexte, ils-elles venaient enlever les enfants des réserves sous la justification de les sauver de leurs conditions de pauvreté.

Les conséquences de l'adoption sur les enfants autochtones adoptés

Dans certaines études portant sur les conséquences de l'adoption extracommunautaire chez les enfants autochtones, on apprend que les enfants ont un sentiment de perte ressenti autant du point de vue communautaire qu'individuel. Les enfants adoptés à l'extérieur de la communauté sont privés de leur culture et de leurs expériences culturelles. En plus de la perte de sens, les enfants vivent des crises d'identité et ont un taux plus élevé de dépression, de consommation abusive, d'idées suicidaires et de délinquance. L'adoption à l'extérieur des communautés apporte également une perte de ressources et de continuité culturelle pour les communautés et les familles.

Plusieurs personnes adoptées ont fait face à des problèmes d'identités, ressentis au niveau physique, émotionnel, mental et spirituel, puisqu'ils ont été socialisés et acculturés dans des familles blanches de classe moyenne. Les études

démontrent une faible estime de soi et une confusion identitaire chez les adolescent-e-s autochtones qui ont été adopté-e-s. D'autres études démontrent aussi qu'à cause de l'étendue de la discrimination et des préjugés, les parents adoptifs ne peuvent pas transmettre un sens adéquat de l'identité ethnique à leur enfant et ne seraient pas capables de les aider à faire face à la discrimination. Cette confrontation à la réalité contribue à la faible confiance en soi et au taux élevé d'idéation suicidaire.

L'auteure autochtone Sinclair (2009) affirme que le racisme et le dénigrement général envers la culture autochtone mettent en place un contexte socio-culturel impossible chez les enfants adoptés. À moins d'apprendre à se « débrouiller » avec

les réalités associées au fait d'être une personne autochtone, les enfants vont concevoir leur identité comme source de conflit. Plusieurs enfants adoptés sont élevés dans un environnement de privilèges, de pouvoir et de statut élevé, tout en étant confronté à un statut inférieur prescrit socialement. Voyant leur identité culturelle et



ethnique sujette à la stigmatisation culturelle par les autres, plusieurs adoptent des comportements destructeurs. Sinclair cite une étude qui démontre que 63% des autochtones accusés au criminel ont été adoptés dans leur enfance.

Les personnes dépendent des reflets qu'elles reçoivent des interactions avec les autres et, à partir de ces reflets, elles opèrent des jugements d'elles-mêmes. L'enfant autochtone reçoit un reflet positif des parents adoptifs tout en faisant face à un environnement hostile, voire violent à leur égard. Cela finit par exploser. Toutefois, les études démontrent que, malgré les abus et les traumatismes, la majorité des adultes ayant été adoptés finissent par développer des identités fortes et bien

articulées, tout en vivant une agitation émotionnelle et des difficultés relationnelles. Selon Sinclair, en se reconnectant avec leur culture, les individus se sont approprié de miroirs culturels vitaux pour la validation de soi: en percevant leurs expériences autrement, ils/elles sont en mesure de construire une confiance en soi aux fondations plus solides.

Les divergences d'approches en matière de protection des enfants

Au Québec, le gouvernement a longtemps préféré la suprématie des règles du Code civil pour régir la question de l'adoption et les décisions juridiques se sont toujours fondées sur les références culturelles des intervenants et des juges. En 2008, les enfants autochtones représentaient 2% de tous les enfants québécois, mais représentaient 10% des enfants placés en dehors de leur foyer en vertu du régime de protection de la jeunesse. Les enfants sont retirés pour cause de pauvreté, mauvaise condition des logements, problèmes de toxicomanie, problèmes sociaux et manque de ressources. Mais c'est surtout dû à l'incompréhension des cultures autochtones par les différents intervenant-e-s non autochtones; les parents autochtones sont jugés plus sévèrement et la pauvreté du ménage est associée à de la négligence. Le fait que la famille élargie élève un enfant est aussi considéré comme une preuve d'abandon de l'enfant, occultant ainsi le rôle et les responsabilités de la famille élargie. Les intervenant-e-s occidentaux travaillent donc à rompre les liens familiaux et à sécuriser les liens avec les futurs parents adoptifs.

L'approche occidentale privilégie l'adoption formelle, légale et centrée sur les droits de l'individu et de l'enfant, tandis que l'approche autochtone privilégie l'adoption ouverte et informelle et centrée sur les besoins collectifs des communautés, des parents et de la famille élargie. Le modèle de la famille élargie voit les enfants comme une ressource de la communauté et non pas comme une propriété individuelle. Ce conflit se reflète aussi dans l'utilisation par les cours de l'idéologie du meilleur intérêt de l'enfant. Ces examens sont fondés sur des suppositions libérales de comment on élève un enfant et sur la théorie du développement de l'enfant (théorie dominante, mais fortement contestée) qui prescrit ce que doit être les étapes « normales » de développement d'un enfant. Ils minimisent l'importance de la culture, l'héritage et de l'identité autochtone d'un enfant. Les critères utilisés (stabilité, accès aux institutions, logement approprié)



éliminent pratiquement toute possibilité de placement dans une famille autochtone vivant en communauté.

Une autre divergence se situe au niveau de la conception de la permanence. Les systèmes de protection occidentaux visent à assurer un placement stable aux enfants, tandis que les

traditions autochtones valorisent la continuité et la stabilité pour l'enfant au sein de ses relations de soins primaires. C'est une approche plus fluide qui reflète les valeurs de partage de parentalité, de responsabilisation collective et de prise en charge collective des enfants. La notion de permanence prend ses racines dans le fait d'appartenir à une famille élargie, un clan, une communauté, une nation, mais aussi à un territoire. On tente de fournir un sens de connexion, de continuité et d'appartenance à l'enfant qui dure à travers le temps. Ce modèle contraste avec l'extinction des droits parentaux typique du modèle d'adoption occidentale. Ce modèle est fortement marginalisé par tous les États.

Le modèle autochtone de la famille met de l'avant l'importance de poursuivre le contact entre l'enfant et la famille élargie, puisque ce contact constitue le réseau de relations définissant la place de l'enfant dans le monde. Tentant d'expliquer le système traditionnel d'interactions chez les autochtones, Guay et Grammond (2012) affirment que chaque individu « est relié de manière inextricable à sa communauté d'appartenance par un réseau complexe de relations diverses incluant les liens de sang, de clan ou de tribu. De plus ces relations sont gouvernées par des règles strictes qui déterminent la place, le rôle et les responsabilités de chacun au sein de la famille et de la communauté ». Historiquement, l'adoption permettait en quelque sorte d'élargir le système de parenté. La structure complexe de liens et d'obligations « garantissait un réseau

de relations régi par un devoir de partage et d'entraide essentiel à la survie sur le territoire. La prise en charge des enfants par la famille élargie ne peut être comprise que par le système d'obligations relié à la structure de parenté complexe ». L'adoption s'effectue sans formalité et n'est pas confidentielle, elle n'a pas pour effet de briser le lien de filiation initial, elle crée plutôt un nouveau lien de filiation. La conception eurocentriste de l'adoption reflète plutôt la réalité des familles mobiles, nucléaires, banlieusardes et issues de la société industrielle.

Réflexion critique sur les « problèmes sociaux » vécus aujourd'hui

Il serait malhonnête de ma part de passer sous silence les réflexions critiques contemporaines des intervenant-e-s au sujet des erreurs du passé, de leur volonté actuelle d'adapter culturellement leurs pratiques et de soutenir la mise en place de services autochtones de protection de l'enfance, mais malheureusement, les solutions mises en place concrètement maintiennent la domination des institutions coloniales et s'insèrent encore dans l'approche du contrôle social. D'une part, on reste dans la logique de la non-reconnaissance de l'autodétermination des premiers concernés car les dispositifs institutionnels et légaux régissent les initiatives issues des communautés. Par exemple, les services sociaux autochtones doivent se plier aux exigences de Loi sur la protection de la jeunesse de l'État québécois et rendre des comptes à la DPJ. D'autre part, on essaie encore d'intégrer/civiliser les autochtones au mode d'organisation sociale dominant. Les législateurs, fonctionnaires, académiciens et professionnels définissent le problème à la place d'autrui de telle sorte que la seule solution envisageable nécessite le recours aux professionnels et aux services sociaux. Mais ces services restent inefficaces par manque de ressources chronique et la situation n'en finit plus de se détériorer. Les problèmes perdureront, les emplois aussi. Malgré le contexte difficile, les solutions sont déjà présentes dans les communautés, les individus se voulant solidaires n'ont qu'à les laisser trouver d'eux/elles-mêmes et les appuyer.

Je considère que les problèmes sociaux vécus par les autochtones maintenant tirent leurs origines dans la prise de possession coloniale des territoires et le déplacement/confinement forcé dans les réserves, car ces actions amenèrent la transformation radicale et la destruction des environnements et des dynamiques dans lesquels ils développaient leurs propres relations et modes de vies. Ils tirent

également leurs origines dans l'obligation de fréquenter les écoles résidentielles, puisque ces écoles avaient pour but de détruire systématiquement leur individualité, leurs liens, leur relation avec le monde, leurs identités... leurs cultures. Ces problèmes sont aujourd'hui renforcés par la civilisation technologique, car le progrès technique dirige la recherche de solutions vers des solutions techniques, empêchant du coup tout mode d'existence à l'extérieur de l'enceinte du capitalisme avancé. Des progressistes répondront que ce genre de propos constitue une forme de romantisme de peuples non-civilisés. Les communautés pré-coloniales n'ont pas été exemptes de problèmes, mais je pense qu'il faut faire attention de ne pas projeter notre mode de pensée civilisée/eurocentriste, et particulièrement les conséquences concrètes de notre mode de vie, de notre organisation sociale et économique, sur celui des autres modes d'existence.

Certains problèmes que les communautés vivent aujourd'hui n'existaient pas, d'autres n'existaient pas de la manière vécue aujourd'hui et, enfin, d'autres n'étaient surtout pas aussi systématiques. Je ne dis pas qu'il existe une organisation sociale sans problèmes, ou qu'il n'y aura jamais de violence interpersonnelle, néanmoins, je pense que les problèmes seraient moins



fréquents, intenses et systématiques sous une organisation sociale non-civilisée; ils seraient certainement vécus et dealés différemment. Il y a moins de problèmes puisqu'il y a moins de société: les « problèmes sociaux » arrivent avec l'intégration des individus à un environnement plus artificiel et systématique, sans liens forts entre les individus. Les groupes non-civilisés ont peu de

moyens (institutionnel et technologique) pour être rigide et totalitaire, ils ont peu de moyens pour être réellement une puissance coercitive. Et lorsque cette puissance commence à apparaître, elle se limite au groupe concerné, sur une période de temps spécifique, elle n'a donc pas un potentiel globalisant. Les groupes non-civilisés peuvent être considérés plus « sains » parce que les dynamiques sociales sont développées dans leur relation avec l'environnement immédiat naturel plutôt que civilisé, parce qu'ils offrent un potentiel plus grand à l'autonomie et à la responsabilité individuelle, des conditions et des situations sociales vécus et des expériences partagés au sein d'un groupe restreint ou d'une famille élargie, des liens intimes et forts entre des personnes, un potentiel de la vengeance et de la violence à portée de main, des possibilités d'actions et de relations offertes par la tension et le dialogue.

Les traumatismes chez les anciens enfants enlevés par la force sont intenses et récents, et la reproduction intergénérationnelle de la violence touchent beaucoup de personnes. Le processus de guérison est en marche depuis quelques années, et il avance lentement. Mais les projets récents d'infrastructures de l'État et les projets miniers, forestiers et hydroélectriques ajoutent une couche additionnelle de violence sur les communautés. La guerre pour l'expropriation et l'exploitation n'a jamais cessée.

Des autochtones s'opposent à ces projets destructeurs, adoptent une autre façon de s'organiser, travaillent à transformer les relations interpersonnelles, à améliorer les conditions de vie et à pratiquer une autre manière de concevoir le monde. Il y a des efforts individuels et de groupes pour que les problèmes vécus aujourd'hui (tels les abus intergénérationnels) dans les communautés et hors-communautés soient mieux affrontés par les personnes concernées. Comme geste de solidarité, une piste envisageable serait de lutter contre les projets destructeurs et de viser le démantèlement des institutions gouvernementales et juridiques, afin que les communautés et les familles puissent plus facilement se réapproprier leur territoire/culture, leur vie, aller de l'avant avec les initiatives visant la guérison, et décider elles-mêmes de leur manière d'élever et de s'occuper des enfants.



Notes

1 <http://www.trc.ca/websites/trcinstitution/index.php?p=820>

2 Réjean Morissette

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/442381/derives-autochtones>

3 Juge McLachlin

<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/national/2015/05/29/001-genocide-culturel-beverly-mclachlin-autochtones-premieres-nations.shtml>

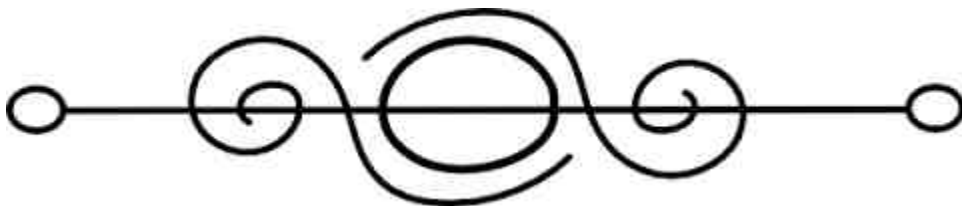
4 Pierre Clastres, anthropologue anarchiste, sur l'ethnocide, dans *La société contre l'État*

5 Tel que rapporté par l'auteur autochtone Ward Churchill

6 Voir les témoignages rapportés dans *L'éveil des survivants; Récits des abus sexuels dans les pensionnats amérindiens du Québec*, de Daniel Tremblay

Références bibliographiques

- ANN ATWOOD, B. (2008-2009). « Achieving Permanency for American Indian and Alaska Native Children: Lessons from Tribal Traditions ». *Capital University Law Review*, 37, 239-292.
- BERTSCH, M., et BIDGOOD, B. A. (2010). « Why is Adoption Like a First Nations Feast?: Lax Kw'alaam Indigenizing Adoptions in Child Welfare ». *First Peoples Child & Family Review*, 5(1), 95-105.
- CARRIERE, J. (2007). « Promising practice for maintaining identities in First Nation adoption », *First Peoples Child & Family Review*, 3(1), 46-64.
- CRICHLLOW, W. (2002). « Western Colonization as Disease: Native Adoption & Cultural Genocide ». *Critical Social Work*, 3(1).
- GUAY, C., et GRAMMOND, S. (2010). À l'écoute des peuples autochtones? Le processus d'adoption de la "loi 125". *Nouvelles pratiques sociales*, 23(1), 99-113.
- GUAY, C., et GRAMMOND, S. (2012). Les enjeux de l'application des régimes de protection de la jeunesse aux familles autochtones. *Nouvelles pratiques sociales*, 24(2), 67-83.
- MACDONALD, N., GLODE, J., et WIEN, F. (2005). « Respecting Aboriginal Families: Pathways to Resilience in Custom Adoption and Family Group Conferencing ». Dans M. Ungar (dir.), *Handbook for Working With Children and Youth. Pathways to Resilience Across Cultures and Contexts*. United States of America: Sage Publications.
- McKENZIE, B. et V. Morrisette. (2002). « Social Work Practice with Canadians Aboriginal Background: Guidelines for Respectful Social Work ». Dans A. Krenawi et J.R. Graham (dir.), *Multicultural Social Work in Canada. Working with Diverse Ethno-racial Communities*, Don Mills: Oxford University Press, 251-282.
- SINCLAIR, R. (2007). « Identity Lost and Found: Lessons from the Sixties Scoop ». *First Peoples Child & Family Review*, 3(1), 65-82.
- SINCLAIR, R. (2009). « Identity or Racism? Aboriginal Transracial Adoption ». Dans R. Sinclair, M. A. Hart et G. Bruyere (dir.), *Wicihitowin: Aboriginal Social Work in Canada*, Halifax and Winnipeg: Fernwood Publishing, 89-113.
- MORRISON, C., FOX, K., CROSS, T., et PAUL, R. (2010). « Permanency Through Wabanaki Eyes: A narrative Perspective from "the People Who Live Where the Sun Rises" ». *Child Welfare*, 89(1), 103-123.



6e extinction animale. La Terre subit sa sixième grande extinction de masse et celle-ci est causée par l'activité humaine. Les humains feront bientôt partie du lot. Selon des chercheurs, les vertébrés disparaissent à un rythme jusqu'à 114 fois plus élevé que la normale. Publiée dans la revue *Science Advances*, cette analyse s'appuie sur les observations documentées d'extinctions de vertébrés et compare le rythme actuel de disparition des espèces aux rythmes naturels de disparition des espèces. Les chercheurs parviennent à estimer qu'à un taux normal, neuf espèces de vertébrés auraient disparu depuis 1900. Or, les chercheurs ont recensé 477 espèces disparues pendant cette période, qui coïncide avec l'intensification de l'activité industrielle et l'accroissement rapide de la population humaine. Les chercheurs attribuent la disparition accélérée des espèces au changement climatique, à la pollution et à la déforestation. Selon l'Union mondiale pour la nature (UICN), plus de 11 000 espèces d'animaux sont actuellement menacées de disparaître.

Des forêts arrosés au roundup au nord de l'Ontario. Du glyphosate, commercialisé sous le nom de Roundup par l'entreprise Monsanto, est vaporisé sur les forêts où des conifères ont récemment été plantés. Le ministère des Richesses naturelles assure que c'est sa façon d'assurer une saine gestion de la forêt.

Le glyphosate élimine toutes les plantes sauf les jeunes épinettes, ce qui fait craindre pour la biodiversité car on réduit drastiquement la végétation pour les autres espèces. Les arbustes servent de nourriture et d'abris pour la faune.

Contamination des eaux. Des chercheurs ont recensé la présence de près de 500 toxines dans les Grands Lacs. L'été passé, un semi-remorque a plongé dans le lac des Deux-Montagnes, ce qui a entraîné un déversement de carburant dans le Lac des Deux Montagnes.

Trois déversements de diesel par Hydro-Québec dans le Nord. En août 2015, environ 14 000 litres de carburant se sont écoulés sur le site de la centrale d'Hydro-Québec d'Ivujivik, près de la communauté inuite – dont une quantité indéterminée de diesel se retrouverait dans un cours d'eau adjacent. En septembre, près de 13 500 litres de diesel se sont échappés d'une centrale de production électrique d'Hydro-Québec située à Inukjuak. Et puis en octobre, 3000 litres de pétrole ont été déversés à

Salluit suite à un accident mécanique. Environnement Canada en a profité pour interdire à la communauté la pêche des palourdes et des moules pour une durée non définie. La garde côtière, fidèle au poste, estime que la nappe de poison devrait se dissiper rapidement dans l'océan et tentent d'intervenir en brûlant du gaz pour surveiller la dispersion du fuel par avion.

Contamination des sols. Québec autorise la plus grande mine à ciel ouvert au Canada : Royal Nickel va de l'avant avec son projet Dumont à Launay suite à la délivrance du certificat d'autorisation du gouvernement du Québec. Évalué à 4,63 mégatonnes de concentré de nickel, Royal Nickel exploitera une fosse à ciel ouvert à partir de 2019. La durée de vie de la mine doit être d'environ 33 ans. David Heurtel a rappelé que le projet avait été qualifié d'acceptable par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et qu'il respecte les critères de développement durable. La communauté anishinabe de Pikogan a pourtant rapidement réagi à l'annonce de l'émission du certificat d'autorisation, qu'elle juge prématurée et dénonce la non-consultation de la communauté. L'Association minière du Québec (AMQ) parle, pour sa part, d'un « beau jour pour le développement minier ».

Circulation de produits toxiques et pétroliers

Trains à la dérive. Entre le 8 juillet 2014 et le 27 mai 2015, 26 wagons ou locomotives sont partis à la dérive au Canada. À six reprises, des wagons contenant des « produits dangereux » étaient impliqués.



Déversement de produits pétroliers en Alberta. Cinq millions de litres d'un mélange de bitume, de sable et d'eaux usées se sont déversés près de Fort McMurray, en Alberta, en raison d'une fuite d'un pipeline appartenant à l'entreprise Nexen, en juillet dernier. Au cours des dernières années, entre 200 et 300 déversements d'hydrocarbures liquides sont survenus en Alberta. Le pipeline ayant fui avait été mis en place l'an dernier. Il s'agit d'une conduite à haute pression et à double cloison, reliant un puits d'exploitation à une usine de traitement. Le système de détection de fuite n'a pas été déclenché, donc impossible de savoir depuis combien de temps le pipeline coulait. Nexen refuse de dévoiler le nom de ceux ayant bâti et installé le pipeline.

Ces déversements touchent la communauté Athabasca Chipewyan, qui vit dans la région de Fort McMurray. « Une fuite de cette taille dans des tourbières, qui sont une partie importante de l'écosystème de la région et hébergent beaucoup de nos remèdes, de nos baies et servent d'habitat à beaucoup d'espèces sur lesquelles notre peuple compte pour assurer sa subsistance est extrêmement grave », a écrit Allan Adam, le chef de la Nation, dans un communiqué.

La résistance institutionnelle s'organise, la bonne joke!

25 février 2015. La riche Union des municipalités du Québec donne 10 000\$ à Ristigouche-Est, poursuivie par la compagnie pétrolière Gastem pour 1,5 millions car elle a légiféré contre ses activités extractives. Bonne chance Ristigouche.

26 février 2015. 75 municipalités se positionnent contre le passage des hydrocarbures par pipelines sur leurs territoires. Utilisant des mots « forts », elles disent qu'elles vont résister. « Pour le moment, aucune évaluation environnementale n'a été annoncée [...] Trans Canada n'aurait toujours pas déposé son « avis de projet » auprès de Québec. Cela a pour effet de bloquer tout le processus d'étude environnementale, à quelques mois seulement des audiences fédérales sur Énergie Est. Selon la pétrolière, le dernier mot dans ce dossier appartient à Ottawa ». Bonne chance les fâchés.

Pendant ce temps, le gouvernement admet que c'est les capitalistes les boss...

22 octobre 2015. « Monsanto est plus puissante que le gouvernement » affirme la ministre de l'agriculture, Pierre Paradis. L'utilisation de pesticides a battu des records cette année au « Québec ». L'utilisation des pesticides va achever la vie aquatique des rivières et décimer les insectes pollinisateurs.

Contre les humanistes et leurs civilisations

réflexion sur les posthumanismes

Qu'est-ce que l'humanité? En cherchant à abolir/détruire la civilisation, est-ce que nous¹ devrions aussi travailler à détruire l'humanité, ou est-ce que nous ne devrions pas plutôt identifier quelques groupes d'humains comme étant des ennemis? Chercher à détruire l'humanité semble postuler qu'une nature humaine existerait, mais qu'est-ce qui nous rend « humain »? Et comment comprendre les frontières de « l'humanité », à une époque où autant les gauchistes² que les transhumains libertariens revendiquent une plus grande humanité? Ce texte se veut une réflexion exploratoire autour de ces questions, ainsi qu'une manière de réfléchir aux potentielles nouvelles lignes d'alliances qui pourraient être créées avec le reste des entités non humaines.

Tout d'abord, est-ce qu'on se reconnaît une existence commune? Est-ce qu'il y a quelque chose d'utile ou de bien dans la catégorie d'« humains »? Qu'est-ce qu'on veut garder et qu'est-ce qu'on veut détruire? En effet, certaines personnes, comme Dipesh Chakrabarty (2012), un historien ayant contribué aux pensées postcoloniales et aux *Subaltern Studies*, revendique la catégorie d'espèce humaine (qui serait comme une troisième identité de l'individu, après l'individu libéral et les individus postmodernes) afin de faire face aux défis posés par les changements climatiques. Chakrabarty argumente que devant une catastrophe mondiale aussi totale, il faut collectiviser l'individu et le positionner devant sa possible extinction afin de le pousser à prendre action, surtout parce que c'est la transformation de l'espèce humaine en "force géologique" (phénomène que certains appellent l'*anthropocène*) qui serait à la cause des changements climatiques, ce qu'il définit comme une catastrophe surtout politique. En fait, c'est surtout le détachement entre les décisions politiques et leurs conséquences – par exemple entre la dépendance au pétrole, l'utilisation individuelle de sa voiture et la fonte des glaciers –, produit par la centralisation politique et la hiérarchie, qui déresponsabiliserait les gens et rendrait possible des phénomènes dignes de l'apocalypse.

1. Le nous dans ce texte fait référence à un processus de réflexion et d'écriture collective, et pas à une position d'académique bourge et snob.

2. En s'indignant contre la « déshumanisation » de toute.

Transhumanisme et Humanité++

À une époque où fleurissent les pensées anti-humaniste et posthumaniste, nous y reviendrons, ainsi qu'une certaine mode autour de la misanthropie en général, ~ mais nous n'entrerons pas là-dedans ici ~, il est fascinant de constater le retour en force de l'autre pôle. Nous voulons parler ici des transhumanistes, qui non contents de souhaiter le maintien de l'espèce humaine, veulent garantir à toutes et chacune l'expérience parfaite de vie humaine à valeur ajoutée : l'humain++. Le transhumanisme considère certains aspects de la condition humaine, tels que le handicap, la souffrance, la maladie, le vieillissement ou la mort subite comme inutiles et indésirables. Dans cette optique, les penseurs et penseuses transhumanistes comptent sur les biotechnologies et sur d'autres techniques émergentes pour modifier et améliorer l'expérience humaine. Ils et elles vont utiliser le symbole « H+ », qui signifie : « amélioration humaine ». La première déclaration transhumaniste fut formulée par FM-2030 dans son *Upwingers Manifesto* en 1978. Finalement, en 1999, l'Association transhumaniste mondiale rédige et adopte la *Déclaration transhumaniste*. En gros, ils et elles réclament le droit de pouvoir utiliser les nouvelles biotechnologies pour pouvoir s'améliorer ~ c.-à-d dépasser la « condition humaine » (dans sa plate finitude), et éventuellement la maladie et la mortalité, tant que ça ne nuise pas aux autres espèces et que ce soit fait de manière consentante (on ne pourrait pas forcer quelqu'un à s'améliorer). Tout a l'air bien beau dans le *meilleur des mondes*, alors quel est le problème?



Plusieurs critiques très différentes peuvent être menées contre les mouvements transhumanistes. Certains anti-civ soutiennent que le fait d'accroître encore le nombre d'humains, a fortiori en produisant des humains améliorés ou immortels, serait tout simplement une catastrophe pour le reste du vivant, ceci d'abord parce que ce ne serait pas « naturel » et que les êtres humains détruisent tout sur leur passage. Mais ce genre d'arguments laisse entendre qu'il existerait une nature humaine, et par surcroît validerait les théories du darwinisme social voulant que les êtres humains marchent sur une longue ligne continue vers le progrès, qui se traduit par de plus en plus de complexité et donc de civilisation. Eh bien, nous refusons cette vision de la nature humaine et nous rejetons encore plus fortement le darwinisme social. Certains individus qui s'identifient comme des anarcho-transhumanistes pensent plutôt le problème n'est pas la philosophie transhumaniste en soi, mais bien les liens de la majorité des transhumanistes avec le système capitaliste et la philosophie néolibérale. En effet, si ce désir d'amélioration est issu du même désir d'accumulation continue capitaliste, qu'est-ce qui empêcherait la création de deux catégories d'espèces humaines, un peu à l'image du roman dystopique M9A de Bruno Massé. D'un côté, les personnes pouvant se payer l'expérience humaine à valeur ajoutée; de l'autre, la plèbe, les humains « normaux », normaux parce que pauvres, rongés par la maladie et la mortalité. Comme nous en parle Nikolas Rose, à l'ère du biocapitalisme et du biopolitique, les capitalistes sont déjà en train de développer de nouvelles manières de faire du profit sur la vitalité du vivant; est-ce que le transhumanisme-libertarien ne serait pas qu'une autre voie vers la capitalisation de Tout?

Post-humanismes

Bon. Disons que nous acceptons de dire qu'il existe une espèce humaine et que ce concept peut être intéressant, c'est alors contre sa position au sommet d'une hiérarchie du vivant et contre sa centralité à tous les niveaux qu'il faut lutter. Les pensées de l'antisécisme et du posthumanisme peuvent nous aider ici à concevoir à quoi ça pourrait ressembler. Nous pensons que de reconnaître l'existence d'une espèce humaine est la première étape afin de l'empêcher de se revendiquer le droit d'exploiter et d'opprimer toutes les autres formes du vivant, qui existeraient pour son propre profit; aucune trace de fierté, donc, dans cette appartenance. Et comme nous pensons que ce mouvement d'accumulation/d'exploitation/d'oppression est davantage propre aux dynamiques civilisationnelles capitalistes, qu'à une certaine « nature humaine » (qu'encore personne n'a été en mesure de définir de manière convaincante), nous pensons qu'il est possible d'imaginer une autre façon d'être en relation avec le monde en tant

qu'être humain ~ ce qui impliquerait aussi une transformation radicale de la manière dont les êtres humains créent des relations les uns avec les autres. Pour être clair, le posthumanisme fait référence pour nous à un état où les êtres humains seraient décentralisés dans leurs relations avec les autres agent-e-s ou actants³ non-humains, plutôt que d'un état que le philosophe Stoterdijk attribuerait au développement des nouvelles (bio)technologies et qui selon lui mènerait à un être humain ontologiquement différent.

Avant d'entrer plus en profondeur dans le sujet, nous pensons qu'il est important de spécifier que notre argument ne fait pas référence à un glorieux passé pré-capitaliste. Ce n'est pas le sujet de notre texte, mais notons seulement que plusieurs autres civilisations non capitalistes, qu'elles soient industrielles ou pas, ont été dévastatrices autant en raison des relations entre les humains eux-mêmes qu'en ce qui concerne les relations entre humains et non-humains, et à l'égard de tout ce qui constituait leur environnement; pensons seulement aux civilisations inca, mésopotamienne ou grecque...



Anti-spécisme

Certaines personnes vont privilégier une approche d'alliance de « nations à nations », c'est-à-dire entre des « nations humaines » et des « nations animales ». Dans ce paradigme, les animaux sauvages seraient considérés comme étant des nations indépendantes, donc souveraines sur leurs territoires. Les animaux domestiqués, dans la mesure où ils font partie de nos sociétés, seraient dotés de nombreux droits et auraient un statut analogue à celui de citoyen-ne, et les animaux sauvages vivant librement dans les villes auraient un statut et des droits similaires aux résident-es permanent-es (Kymlicka

3. Se dit d'un agent sans intentionnalité.

et Donaldson, 2011). Ce modèle pourrait être intéressant dans une perspective temporaire et applicable à court ou moyen terme. D'ici là, il s'agirait de garantir aux animaux non humains vivant au sein de sociétés libérales, où ils ont le même statut que l'ensemble des marchandises, un ensemble de droits négatifs⁴ et relationnels – le droit à la vie étant la donnée fondamentale –, et de tenir compte des intérêts animaux non humains dans l'organisation du vivre-ensemble – donc les intégrer au politique.

En soi, le concept de spécisme pose beaucoup de questions, et l'antispécisme porte de grandes contradictions. Si l'on s'entend sur le fait que les catégories de races ou de genres – aussi pertinentes soient-elles pour étudier, critiquer des réalités et fonder les luttes – sont socialement construites et servent à légitimer et à assurer la reproduction de hiérarchies oppressantes, en est-il de même pour la catégorie d'espèce? La catégorie d'espèce est-elle socialement construite? Faut-il chercher à la détruire? Très peu d'auteur-es et d'activistes vont jusque-là, certain-es reconnaissant même dans certaines « spécificités humaines » – bien que nous pensions que toute différence entre animaux humains et non humains soient de degré plutôt que de nature – telle que la construction et le partage d'une éthique ou d'une morale au niveau social, ou le développement plus grand d'un certain type d'intelligence, les fondements de leur opposition à l'exploitation animale, ou les conditions de leur volonté et de leur capacité à « libérer » d'autres animaux.

D'une façon ou d'une autre, l'être humain, même antispéciste, se place toujours hors de sa propre condition, dans une position d'extériorité vis-à-vis de la « condition animale », lorsque vient le temps d'y réfléchir ou d'intervenir dans la vie des autres animaux. S'agit-il d'une position anthropocentriste; est-il seulement possible de la quitter? L'humanité apparaît comme l'une des composantes de nos identités multiples, et il s'agit sans doute d'en prendre connaissance – de même que des privilèges humains – et de ne pas manquer de se situer ainsi. Le fait d'accorder des droits aux autres animaux – si cela s'inscrit dans un paradigme libéral et devrait à terme être remplacé par une simple notion de respect de leur vie et de leurs préférences – n'apparaîtrait peut-être donc pas, ainsi, comme une action unilatérale et peut-être insensée (dans la mesure où il ne peut pas y avoir d'accord ou d'alliance mutuel-le), et ce d'autant plus si on leur reconnaît une conscience propre et des comportements de résistance. En effet, s'ils s'organisent très rarement ensemble, les exemples d'animaux non humains tentant de résister individuellement à leur enfermement, à leur abattage, de soustraire leur progéniture sans cesse confisquée à

4, « Tous les droits fondamentaux sont des droits négatifs puisqu'ils commandent aux autres ou à l'État de ne pas accomplir une action pour les préserver. »



leur propriétaire ou même d'animaux domestiqués (dans des zoos et des parcs aquatiques) s'en prenant physiquement à leur « maître » abondent. D'autre part, la conscience est attestée chez beaucoup de catégories d'animaux non humains, comme l'atteste la Déclaration de Cambridge sur la conscience : *« Des données convergentes indiquent que les animaux non-humains possèdent les substrats neuroanatomiques, neurochimiques et neurophysiologiques des états conscients, ainsi que la capacité de se livrer à des comportements intentionnels. Par conséquent, la force des preuves nous amène à conclure que les humains ne sont pas seuls à posséder les substrats neurologiques de la conscience. Des animaux non-humains, notamment l'ensemble des mammifères et des oiseaux ainsi que de nombreuses autres espèces telles que les pieuvres, possèdent également ces substrats neurologiques. »* (2012) Aux côtés des études portant sur la cognition, l'étude des comportements animaux (éthologie) permet de compiler des données portant à croire que les animaux, depuis les insectes et les mollusques jusqu'aux mammifères, agissent en fonction de certains intérêts, dont le premier est de ne pas mourir, ce que les approches évolutionnistes se proposent d'expliquer par l'étude des adaptations qui ont été et demeurent nécessaires à la reproduction des espèces.

Mais qu'est-ce qui donne de la valeur à une vie; la vie a-t-elle seulement une valeur? Les autres animaux ont-ils seulement une conception de ces questions, et importerait-elle? Les animaux prédateurs tuent visiblement sans état d'âme d'autres individus animaux, faut-il s'en formaliser? Sans doute pas, puisqu'il s'agit d'une nécessité biologique. Et s'ils s'attaquent à des êtres humains? Ne seraient-ils pas légitimes de s'en

prendre à ceux qui occupent/détruisent leur territoire, polluent air et eau, tuent leurs semblables? Si nous déclarons la guerre aux capitalistes qui détruisent nos vies, il faudrait les comprendre de vouloir aussi contre-attaquer.

Plus haut dans ce texte, nous avons brièvement abordé la dichotomie nature/culture. Sans vouloir nous y attarder trop longtemps, nous voudrions mettre de l'emphase sur le fait que, selon nous, celle-ci devrait être réduite en miette. L'organisation sociale d'un groupe de chimpanzé est tout aussi culturelle que l'invention de la machine à vapeur fait partie du "règne naturel", car elle est le résultat de processus biologiques et le fruit de corps de chairs et d'os. Nous devons cesser d'associer la culture, ou les cultures, à ce qui est humain et dans la même foulée de créer une grande scission entre l'humanité et le reste. Par exemple, les humains vont créer des parcs naturels pour conserver "leur vrai nature sauvage", mais va s'auto-proclamer le droit de bénéficier des profits de la coupe à blanc de la forêt d'à côté en raison de la "nature" différente, ou plus "complexe", des êtres humains. Bien que nous reconnaissons que nous vivons dans une période que nous pourrions décrire comme "l'anthropocène" (un terme contesté en raison de la non-égalité du partage de la responsabilité entre les humains pour la destruction du monde), nous pensons qu'il faut activement renoncer aux visions anthropocentristes du monde. Nous gagnerions beaucoup à imaginer et concevoir nos relations avec les autres agents



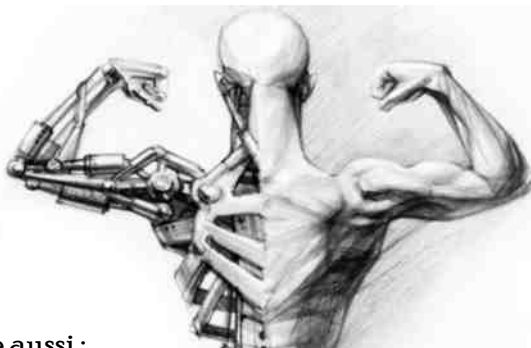
non-humains en terme de co-relation sur un pied d'égalité. Par exemple, un certain théoricien James Lovelock a postulé l'hypothèse de Gaïa dans les années 70, selon laquelle la Terre serait « un système physiologique dynamique qui inclut la biosphère et maintient notre planète depuis plus de trois milliards d'années en harmonie avec la vie ». Selon cette hypothèse, il ne faudrait par exemple pas comprendre les changements climatiques comme étant causées par les humains, mais plutôt comme une tentative de défense et de riposte de Gaïa devant les actions humaines. Parce qu'au final, ce n'est pas la Vie qui perdrait cette bataille, mais bien l'espèce humaine, parce qu'elle n'aurait pas su vivre en relation et de manière harmonieuse avec les autres formes de vie. Bien que la théorie puisse sembler très new age, elle nous pousse à concevoir les autres agents non-humains comme des acteurs (et des actrices), à les prendre au sérieux et à les envisager comme des potentiell.es allié.e.s et/ou ennemi.e.s, qui ne vont pas seulement réagir de manière passive aux humains, mais qui ont leur propre agenda...

Conclusion

Nous avons commencé ce texte en posant des questions par rapport aux liens ontologiques entre l'humanité, le capitalisme et les civilisations et en nous demandant si l'humanité, en tant qu'espèce et en tant que concept, devrait être détruite elle aussi. Notre objectif n'a jamais été de nécessairement trouver une réponse à ces questions, mais plutôt de les poser, en tant qu'acte performatif. Cependant, nous en sommes venus à la conclusion que le problème ne réside pas dans le fait d'être humain, de la même manière que la plus grande critique que nous pouvons apporter au concept de l'anthropocène est le fait que la responsabilité de la destruction du monde est loin d'être partagée de manière égale entre tous les êtres humains. Nous pensons que de ramener les humains à leur statut d'espèce peut jouer un rôle politique intéressant. Sauf que cela ne doit pas nous empêcher de comprendre les rapports de pouvoir matériels et symboliques que certains humains maintiennent et reproduisent par rapport à d'autres agents humains et non-humains et c'est pourquoi il est parfois plus stratégiquement intéressant de s'allier avec certains animaux et agents non-humains pour combattre les capitalistes qui travaillent à l'expansion de civilisations mortifères. De là l'importance de l'intersectionnalité de nos luttes; il n'y aura pas de réponses simples à des problèmes complexes. Au contraire des managers de mouvements sociaux, nous ne voulons pas ordonner le chaos du monde, nous voulons simplement apprendre à le naviguer avec nos allié-e-s afin de réussir à combattre nos ennemis communs. Pour ce faire, il faudra des approches complexes et transversales, ainsi qu'un travail intense de réflexion critique constante sur nos praxis et sur nos manières d'entrer en relation les uns avec les autres et avec le monde.

Nous voulons mettre l'emphase sur les relations sociales et sur leurs redéfinitions, car nous croyons qu'il est encore possible d'apprécier nos expériences avec le monde. Il est aussi possible d'amener à un autre niveau l'idée de « vivre différemment maintenant ». Le monde n'est pas homogène, le monde n'est pas un tout, ni un grand contenant du social. Nos relations avec le monde est le social et peu importe les coups de nos ennemis, nous pourrions toujours trouver des manières différentes de survivre et de créer de la joie; que ce soit en trouvant de nouvelles méthodes d'attaques collectives ou que ce soit en nous libérant et en trouvant de nouvelles manières d'être au monde.

Nous pensons par contre que les zones autonomes de Hakim Bey sont absolument insuffisantes pour maintenir notre survivance si nous ne trouvons pas des manières efficaces d'attaquer et de stopper l'expansion capitaliste et civilisationnel. Ne nous leurrions pas; l'apocalypse est là, nous vivons dans un moment de crises profondes qui annoncent la fin de quelque chose. Bien que cela puisse ouvrir des potentialités de nouveaux commencements, nous ne savons pas si ce qui viendra sera mieux ou pire que ce qui avait avant, et selon nos observations, il y a de grandes chances que ce qui vienne *soit* pire, car nous ne pouvons pas dire que nous sommes en train de gagner... Rien n'est encore déterminé. Il nous restera à s'organiser pour survivre dans des conditions plus dures que celles que nous connaissons aujourd'hui, ou encore trouver de nouvelles failles pour devenir encore plus dangereuses...



~~~~~ Autres références/Lire aussi :

Chakrabarty, Dipesh. 2012. « Postcolonial Studies and the Challenge of Climate Change ». *New Literary History* 43(1):1-18.

Being Animal: Beasts and Boundaries in Nature Ethics, Anna L. Peterson

Bailey, C. (2013) « Kymlicka, W. et S. Donaldson, Zoopolis. A Political Theory of Animal Rights », *Ithaque*, 12, p. 193-198.

Animal Capital: Rendering Life in Biopolitical Times (Posthumanities) Paperback – April 1, 2009, by Nicole Shukin

Why Dogs Hump and Bees Get Depressed: The Fascinating Science of Animal Intelligence, Emotions, Friendship, and Conservation (Anglais) Broché– 22 novembre 2013, de Marc Bekoff

LE RETOUR DE FRANKSTEIN OU LE PROMÉTÉE POST-MODERNE

Le neurochirurgien Sergio Canavero, directeur de neuromodulation avancée de Turin, dit se préparer à faire une greffe d'une tête humaine sur le corps d'un donneur, mais il n'y arrive pas, donc il a décidé de demander de l'aide à des riches, comme Bill Gates et d'autres technophiles, pour pouvoir réaliser son projet imbécile. Dans une présentation longue et plate à l'American Academy of Neurological and Orthopaedic Surgeons (AANOS), il a longuement décrit comment il comptait souder la moelle épinière, point crucial d'une telle chirurgie, se fondant sur les multiples tests sur des animaux. Il n'a pas trop élaboré sur le paquet de problèmes d'une telle opération, comme le rétablissement rapide de la circulation sanguine et les branchements du système nerveux parasymphatique.

DU NARCISSISME APPLIQUÉ À L'UNIVERS

Stephen Hawking veut savoir si nous sommes seuls dans l'Univers, donc il a décidé de lancer un projet de détection d'intelligence extraterrestre, sur dix ans, avec un budget de 100 millions de dollars US. Il a affirmé que lui pis sa gang représentent la vie, qu'ils sont intelligents donc il fallait qu'ils sachent. Ce projet est financée par le milliardaire Yuri Milner connu pour ses investissements dans des entreprises technologiques.

DE LA BARBARIE DE LA CIVILISATION

Des chercheurs disent avoir découvert des preuves d'un massacre collectif datant de la préhistoire dans un charnier vieux de 7000 ans en Allemagne. Ils y ont trouvé des squelettes de fermiers portant de blessures atroces. Selon un des coauteurs de la recherche, il s'agit soit de torture ou de mutilation. Les victimes et leurs bourreaux proviennent de la civilisation rubanée. Ce peuple de fermiers a introduit l'agriculture en Europe, quelques 5000 ans avant notre ère. Les trois charniers datent de la même époque, à la fin de cette civilisation qui a duré 600 ans. Ils suggèrent que les membres de cette civilisation - qui s'est étendue le long du Danube - se sont fait la guerre.

«Ce qui est particulièrement intéressant est le niveau de violence. L'élimination d'une communauté rivale - si c'est bien le cas - n'est pas aussi probante que l'idée de briser les jambes. Cela suggère l'utilisation de tactiques terroristes dans la violence intercommunautaire», a dit l'un des chercheurs.

A BOOK ON BOOKCHIN

In November 2015, Janet Biehl gave several conferences in Montreal in conjunction with the recent publication of her biography on Murray Bookchin. Bookchin died a decade ago and Biehl is his former companion.

The talk I attended took place in a large classroom at McGill. The event was attended by almost 20 people, mainly students it seemed, with a sprinkling of older people. No one I recognized from the anarchist milieu showed up. Chairing the talk was Montreal based Black Rose Books owner Dimitri Roussopoulos. Black Rose has published a number of Bookchin's books and Roussopoulos is a longtime supporter of his ideas. Roussopoulos would intervene often during the evening, his pedantic tedious style contrasting with Biehl's warm empathy.

Biehl's book, *Ecology or Catastrophe*, Oxford University Press, begins by evoking Bookchin's youth in New York City where he was a member of youth organizations of the Moscow-oriented Communist Party. He would then become a Trotskyist. In the late 40s he joined a group composed mainly of former Trotskyists who were publishing *Contemporary Issues*.

In the early 60s Bookchin declared himself an anarchist. He would become very active in the thriving scene on New York's Lower East Side.

In the late 60s he published *Listen, Marxist!*, a response to the unfolding takeover of Students for a Democratic Society (SDS) by competing Marxist-Leninist sects.

Bookchin's research into the Spanish Civil War and the history of the Spanish anarchist movement led to his important book *The Spanish Anarchists*. He traveled to Europe and interviewed participants in the civil war as well as Spanish anarchist movement historian José Peirats.

Bookchin is best known as an eco-anarchist theorist and the author of numerous books on urbanism and ecology. He called his outlook social ecology, and although others have used the term in their own way, Bookchin can no doubt rightly claim to have founded his own tendency.

As one might expect, some of his ideas are hotly contested in the anarchist movement as well as in the green anarchist milieu, for example his techno-optimism typical of 19th and early-to-mid 20th century thinkers. This is developed in his theory of post-scarcity anarchism, the title of one of his books. Here machines would do most of the work, leaving us with lots of leisure time, or so the story goes. But this implies the ongoing domination of an industrial infrastructure which imposes its own priorities and necessities, leading to further ecological degradation.

Anarcho-Electoralism

Perhaps most controversial is Bookchin's theory of libertarian municipalism. Here, anarchists are urged to participate in local elections (though not provincial or federal ones). Elections would be used to take power and then hand power over to local assemblies. Bookchin's anarcho-electoralism, first floated in an article of his in the the publication *Anarchos* in 1972, would draw a strong negative response from the outset in the anarchist milieu. Biehl recounts that "the anarchists in charge of the issue were shocked." They showed the article to Judith Malina of the anarchist Living Theater troupe, who wrote a response which was typeset by the printers and included as an insert in the issue.



Bookchin and Roussopoulos, Montreal 1988

In the 1970s and again in the 90s, Montreal would experience attempts to implement a sort of libertarian municipalism. In her talk and at length in her book, Biehl discusses the Montreal Citizens Movement (MCM), a municipal party

founded in 1974. Roussopoulos was heavily involved with the party and "Bookchin made frequent trips to Montreal", she recounts. In 1975 a new executive of the party containing a majority of "radicals" was elected. Stephen Schecter, a libertarian socialist who had recently published a book at Black Rose, was elected party vice president. Schecter would subsequently exit the radical milieu, becoming a pro-zionist social democrat.

The "radical" phase of the MCM would be brief. A right-wing faction broke off to form a new party. The MCM went mainstream, causing leftist councilors to leave the party and form a splinter faction.

In 1986 the MCM won a landslide victory but by then it had become a typical municipal party.

The failure on many levels of the MCM experience did not prevent Roussopoulos from embarking on another electoral adventure, and in 1990 he and others founded the Ecology Montreal Party (1). An attempt to attract currently sitting former MCM councilors to the new party failed, and candidates were run in two elections without winning a seat. This time Roussopoulos himself was a candidate, provoking laughter in the local anarchist milieu. Following its shutout, the party would quietly fold and fade into obscurity.

The Montreal anarcho-electoral debacle signifies more than just a failed strategy : not participating in elections clearly needs to be a principle.

Resistance to libertarian municipalism in the anarchist milieu, and other critiques directed at his theories, would cause Bookchin to take a more and more negative attitude toward the anarchist milieu. Meanwhile, other eco-anarchist currents were appearing that were based on approaches that were considerably different from his. In the mid-90s Bookchin published *Social Anarchism or Lifestyle Anarchism : An Unbridgeable Chasm*, his *règlement de compte* with the anarchist milieu. The lifestyle anarchism in the dichotomy refers not to lifestyle as we might picture it (although there may be some of that). Rather, it is used here to signify disparate currents which have little in common with each other except that Bookchin doesn't like them.

In 1999 Bookchin formally broke with the anarchist milieu, calling his current outlook Communalism.

Biehl Deradicalizes

Biehl's book is well researched and literally lovingly written. It represents an important document about eras gone by such as the New York anarchist scene of the sixties.

But who is Biehl anyway, politically that is? In 1986 she had attended a session at the Institute for Social Ecology in Vermont where Bookchin was a teacher. At this point she was not a radical. Bookchin fell in love with her and convinced her to move to Burlington where she fell in love with him. She became his companion, edited his books, participated with him in polemics and wrote a book about libertarian municipalism. Then, a year before his death, she recounts,

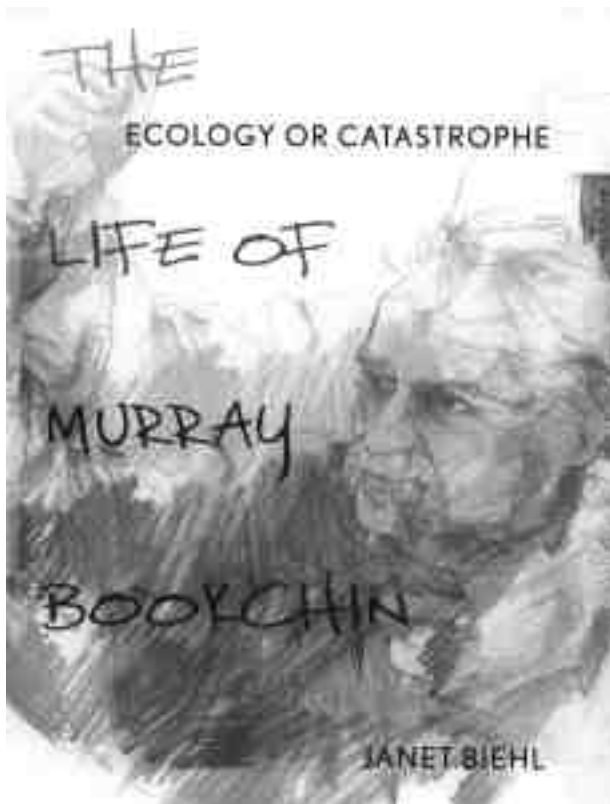
"I told him I was reverting to the political identity I'd had before I met him, which was a liberal Democrat – what he, like the revolutionaries of his generation, disparagingly called a social Democrat." The nation state, she now believes is "far more likely to contain capitalism and mitigate global warming than would a decentralized, stateless society." (in *Ecology and Catastrophe*, p.306).

So while reading her book, it should be remembered that her present outlook influences her coverage of Bookchin's 40 years in the anarchist movement.

If she were living in Canada – she could join the NDP...

Endnote:

(1) For an in-depth look at the Ecology Montreal Party, see my pamphlet *The Libertarian-Municipalism Racket*, available in a Mauvaise Herbe pamphlet box at the Insoumise Bookstore.



Actions

Blocus d'un chantier de la Romaine, 16 juillet

Des membres des communautés innues de Natashquan et de Mingan ont bloqué l'accès au chantier hydroélectrique de la Romaine, près de Havre-Saint-Pierre. Les participants de ce blocus accusent Hydro-Québec d'avoir inondé des bassins sans les avertir et d'y avoir laissé la moitié de la ressource forestière.

Montréal, 10 septembre 2015

Dans le Sud-Ouest, deux voies ferrées du CN ont été sabotées à l'aide de câbles de cuivres croisés sur les rails. Le procédé provoque un court-circuit qui dérange le trafic ferroviaire. Par ces voies transitent le pétrole de l'Ouest, des tonnes de produits chimiques et les profits de l'économie capitaliste en général.

" To block train lines, one can :

1. Obtain at least 8 feet of uninsulated 3AWG copper ground wire (the kind that is used for wiring main service panels in a house).
2. Wrap the wire around each rail of the track, connecting both sides, and ensure good contact.
3. Cover the wire between the tracks so that it is more difficult to detect.
4. Smile at the possibility of causing thousands of tonnes of train traffic to be disrupted."

Canada : La gendarmerie abat un opposant à un barrage hydroélectrique, les Anonymous répliquent, 21 juillet 2015

James Daniel McIntyre, 48 ans, a été abattu par la police lundi en début de soirée sur le stationnement du restaurant Fixx Urban Grill à Dawson Creek, au nord-est de la province de Colombie-Britannique. Il a ensuite été transporté à l'hôpital où il a succombé à ses blessures. La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a expliqué que des agents ont été appelés à intervenir pour neutraliser un homme agité, qui causait des méfaits et qui perturbait une réunion d'information de la société d'État BC Hydro, à propos du projet controversé de barrage du Site C. La police affirme que James Daniel McIntyre a montré un comportement agressif envers les policiers, un

refus d'obtempérer ayant conduit à la fusillade. Anonymous a revendiqué, dimanche, une cyberattaque du site web de la GRC et a promis de venger la mort de James Daniel McIntyre qu'il affirme être un membre de son groupe. Anonymous a expliqué dans un communiqué publié en ligne qu'il s'agit d'un quatrième membre de son groupe à se faire tuer par des policiers en quatre ans dans le monde.

Italie

L'écrivain napolitain Erri De Luca est actuellement en procès et risque 5 ans de prison pour incitation à la violence. Il a tenu des propos qui soutenaient le combat des opposants au projet de construction d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin dans la vallée de Susse. « En planification depuis déjà plus de vingt ans, le projet titanesque [...] prévoit ni plus ni moins que soit foré sous les Alpes le plus long tunnel d'Europe [...] le projet suscite l'indignation en raison de... son inutilité manifeste ». Les autorités concernées recommandait, dans le cadre d'un



rapport publié en 2012, de reconsidérer plutôt d'améliorer la ligne déjà existante. « Depuis que la LTF a entamé ses travaux de reconnaissance, la vallée tout entière est militarisée. Des opposants au projet, rassemblés sous la bannière No-TAV, font face à une répression policière et judiciaire de masse. Plus de 1000 inculpations. Des peines de prison totalisant plus de 150 ans ».

Algérie, mars 2015

Des milliers de personnes se joignent aux mouvements pour contrer l'implantation de l'industrie du gaz de schiste en Afrique du Nord. Des émeutes éclatent dans la ville de In-Salah. 40 policiers sont blessés, leur poste, baraquements et leurs véhicules incendiés, de même que la maison du chef de police. Les manifestations se poursuivent. Le territoire algérien serait la 4ème plus grande réserve de pétrole et de gaz de schiste au monde, après les USA, la Chine et l'Argentine.

Europe de l'Est

Après de nombreux mouvements d'opposition et une diversité des tactiques impressionnante, les activistes de l'ancien bloc soviétique semblent en passe de crisser l'industrie du gaz de schiste dehors. Le 26 février Chevron annonçait qu'elle arrêterait ses activités d'exploration en Roumanie en raison de la fronde des paysan-ne-s du pays... après 350 millions d'euros investis. Décision qui suit l'arrêt de ses opérations en Pologne, en Ukraine et en Lituanie pour des raisons similaires.

USA, février 2015

Une attaque « terroriste » a plongé l'Arizona dans un blackout technologique pour plus d'une journée après que des câbles de transmission d'information et d'énergie aient été endommagés. La ligne de fibre optique a été coupée avec une simple scie, causant l'arrêt des activités des agences gouvernementales, banques, hôpitaux, etc., dans une grande partie de l'État.

Allemagne

Le blocus de la mine de charbon de Hambach et l'occupation de la forêt du même nom se poursuivent. Une vague de criminalisation des opposant-e-s est en cours, mais les actions se multiplient pour faire cesser l'expansion de la plus grande mine de charbon d'Europe.

genres de Territoires, valse d'oppressions

La civilisation qui est la nôtre s'est construite à travers trois piliers : l'exploitation (et la capitalisation) des ressources, la colonisation (et le racisme) et la domination hétéropatriarcale (et l'hétéronormativité). Ces trois systèmes interdépendants se renforcent les uns les autres. Ils fondent entre autres le système social, politique et économique actuel, avec une multitude d'autres systèmes, rapports et dimensions de l'oppression. Parce qu'ils sont liés, il faut les affronter de face et simultanément pour espérer les comprendre et les ébranler. Ils valsent les uns avec les autres, s'entremêlent, s'entrechoquent, se rencontrent, créent des rapports d'oppression qui s'imbriquent les uns les autres et se recoupent à des intersections. Ils façonnent nos rapports face aux autres, aux territoires, à nous-mêmes. C'est de ces points de rencontres que l'on part!

Parce que le territoire nous habite autant que nous l'habitons. Nos corps et nos entrailles sont (dé)formés par des moules hétéronormés, nos psychés sont marqués par une éducation raciste, ces territoires sont traversés par les autoroutes du colonialisme. Ce texte part d'une perspective féministe anti-coloniale pour explorer brièvement les interactions entre le(s) territoires et le(s) genre(s), aujourd'hui, sur le territoire nommé Québec, soumis à l'intensification de l'exploitation de la nature et des humains qui y habitent.

**Le territoire, les territoires,
entre pillages et ravages, normativité et assimilation**

Le territoire, qu'il soit un corps ou une terre, est le lieu de tous les combats. Nous nous l'approprions, le contrôlons, le pillons jusqu'à la dernière goutte. Et pourtant, bien qu'il soit omniprésent et qu'il nous façonne, il reste mystérieux dans sa définition. Il ne cesse d'être un espace à définir, un espace d'identités, d'influences, de réciprocity, de pluralités, de multiplicités, d'affectivités sans cesse en (re)construction.

Parce que nous vivons dans un monde où les arbres sont vus comme des signes de dollars, la nature devenue ressources et investissements. À travers l'exploitation des ressources, les éléments qui composent le territoire ont été étiquetés suivant des valeurs abstraites. Les animaux se vendent pour leur fourrure, la forêt se compte en billots, les roches sont cotées à la bourse, les rivières sont autant de barrages

hydroélectriques potentiels,... Le capitalisme, imposant une définition monétaire des ressources, n'a que faire de leur protection, quoique soient les prétentions du développement durable. La propriété de la terre est peut-être un des pires fléaux, clôturée, quadrillée, vendue, louée, "no trespassing", ça c'est à moi, va-t'en chez vous... Ce rapport au territoire prend source dans des inégalités de pouvoir, une domination de l'autre, des autres.

Parce que nous habitons sur des terres non cédées et que la colonisation continue aujourd'hui d'être un pilier de nos sociétés et ce, depuis plus de 500 ans. La capitalisation s'est mêlée à plusieurs danses et les terres sur lesquelles nous habitons y ont été envoûtées de force - tout comme les peuples autochtones, parcourus d'une multitude de petites et grandes résistances. Sur les rivières, des canots et des bateaux de guerre ont navigué. La menace s'est instaurée partout, la soif insatiable de ces êtres voulant avaler jusqu'à la dernière gouttelette, jusqu'à la dernière poussière d'or, jusqu'au bout du monde. Vastes vagues de destruction, de domination, l'œuvre coloniale, commencée ici par les Français et les Anglais, a continué de plus belle avec le Canada (sans parler de leurs autres empires coloniaux), ses gouvernements tout autant racistes, ses désirs d'assimilation et de contrôle, "d'un océan à l'autre".

La valse s'accélère, les colons continuent à envahir l'espace...

Parce qu'on se fait mettre, sans cesse, dans des boîtes avec des étiquettes "genre", "race", "classe", "sexe", entre autres catégories sectaires. Ils envahissent non seulement l'espace, mais également la définition des genres, des "races", des identités. Il n'est pas étonnant que l'appropriation coloniale du continent "américain" par les envahisseurs chrétiens occidentaux soit passée par la répression et souvent l'élimination de différents rapports sociaux de genre et de sexe chez plusieurs peuples autochtones, de différentes sexualités et façons de vivre son genre. Justification rhétorique des génocides par des rôles de genre "déviant" et la présence de pratiques érotiques non hétérosexuelles. L'hétérosexualité même est normée par les missionnaires. Au nom de la nature, qui sert une fois de plus à justifier des normes sociales



étriquées, au détriment des territoires, des peuples, des femmes, des personnes racisées, de toutes celles et ceux qui vivent des rapports sociaux de sexe et de genre injustes.

Marionnettes du genre:

jouer le rôle de la femme, et puis, quelle(s) femme(s)?

On n'a pas cessé de vouloir enfermer "la" femme dans un bocal hermétique. Et pourtant les identités sont multiples et reliées à la complexité du monde, non universel. Plusieurs identités femmes existent, sont appropriées et appropriables. Qui peut définir son identité sinon chaque personne elle-même ? Qui peut m'imposer qui je suis ?

"La" femme n'existe pas. Néanmoins, des rapports sociaux de pouvoir produisent un groupe social "femmes", à travers une domination qui impose une place, un rôle à jouer. Ainsi, dans la diversité, il y a des points de rencontres, des vécus communs : on se reconnaît et on constate que les femmes, dans la construction sociale et politique de leurs genres, vivent des impacts différenciés d'un modèle économique basé sur l'extractivisme.

Ce n'est pas nouveau, ça continue et ça s'amplifie. Les inégalités structurelles déjà existantes se trouvent accentuées dans une économie extractive: renforcement des inégalités socio-économiques entre les femmes et les hommes, vulnérabilité des femmes à la dépossession des terres et moyens de subsistance, hausse du travail non rémunéré et difficultés de conciliation vie sociale-famille-travail, hausse de la violence envers les femmes (sexuelle, conjugale, familiale et institutionnelle), exposition aux risques environnementaux et sanitaires, impacts sur la santé, masculinisation exacerbée des espaces de pouvoir et féminisation intensifiée de la pauvreté, augmentation de la criminalisation et de la répression de la résistance des femmes, pour n'énumérer que celles-ci. Le système extractif approfondit les divisions genrées (rôles au sein des familles, des couples, des sociétés, des relations sociales) et entretient une binarité qui convient à l'exploitation des ressources. Ce sont des hommes qui sont en majorité les acteurs dominants de l'extractivisme : promoteurs, propriétaires, travailleurs, gestionnaires, ils définissent les règles et s'approprient le territoire, leur terrain de jeu.

Divisions et binarité: encore une question de profit ?

Ce modèle productiviste est d'ailleurs à la fois générateur de handicap (que cela soit lié, entre autres, à de multiples contaminations environnementales et humaines ou à des accidents de travail) et d'emplois destinés à des personnes dites valides, en fonction évidemment de la norme prescrite, c'est-à-dire des personnes pensées productives et productrices. Ces emplois renforcent par leur existence même la conception du handicap et son exclusion (du système productif travaillant). Les

possibilités d'exister et les rôles conventionnels proposés et valorisés dans l'hétéropatriarcat occidental s'approfondissent avec et dans le système extractif. Il s'agit alors de détruire non seulement les dominations, oppressions et injustices, mais aussi les rôles que nous avons intégrés.

Parce que les oppressions de genre et les oppressions de la nature sont reliées et que la destruction des unes ne va pas sans la destruction des autres. Ces rôles conventionnels nous renvoient à la division du monde, qui nous est habituellement enseigné en termes de dualités. Homme/femme, hétérosexuel/homosexuel, nature/culture, raison/nature, corps/esprit, rationalité/animalité, raison/émotion, humain/nature, civilisé/primitif, public/privé, soi/l'autre, nous/les autres, classe ouvrière/bourgeoisie, ville/campagne... Vous pouvez continuer la liste. Nous apprenons à associer le genre féminin à la nature, à la passivité. La femme à sauver ? Alors qu'aux hommes on réserve la force, la raison, l'appropriation des richesses. La vision binaire du monde va de pair avec l'essentialisation de la femme. Pourtant, il est possible de penser l'être humain, non en dehors de la terre, donc en mesure de la contrôler, mais comme lui appartenant, ce qui fait partie de la pensée traditionnelle de nombreuses communautés autochtones. Pourtant également, il est possible de penser des alternatives identitaires, en dehors de la catégorie "femme", tout en reconnaissant des vécus communs, et donc que ce groupe social est structuré par des rapports de domination et d'oppressions qu'il doit détruire. Imaginer et faire exister d'autres formes d'identités, peut-être mouvantes, changeantes, d'autres possibilités d'être, d'autres orientations.

Entrer dans la danse

Mais à cette valse des éléments se joignent, ils s'invitent, pilant sur leurs pieds, un accroche jambe au passage, désorganisant la cadence et refusant de suivre les pas aux 1-2-3. D'une beauté infinie, vastes comme les territoires, multiples comme la biodiversité, nous avons pris l'habitude de les nommer luttes, résistances, solidarités. Invisibilisées, réprimées par les conflits de valeurs, le savoir-vivre normatif, les lois, elles existent pourtant et sont bien vivantes. Elles prennent plusieurs formes, s'adaptent aux différents contextes, créant une diversité liée aux rapports sociaux et façons de vivre les identités multiples. Et les femmes, parmi d'autres personnes marginalisées, occupent souvent la première ligne de ces résistances pour le territoire.

Nous, vivantes, habitantes de territoires dévastés, colonisés, sommes traversées par des rapports de pouvoirs et de domination. Nous en sommes partie prenantes. Nous voulons faire tomber les masques. Nous souhaitons confronter les mille visages de la domination.

Texte écrit dans le cadre du projet **Des-terres-minées** - desterresminees.pasc.ca

Guerre sociale

Vous vous rappelez de la fameuse évasion de prison dans l'État de New York en juin passé? Un des détenus purgeait une peine de prison à vie pour avoir tué un shérif adjoint, l'autre pour avoir tué son ancien boss. Nous comprenons leur désir de liberté.

En Amérique du Nord, la vaste majorité des prisons sont bâties en milieu rural, sur le cadavre du vieux monde campagnard. Si bien que, depuis 2002, il y a plus de détenus en milieu rural que de fermiers. La méga-machine du complexe carcéral (un des seuls secteurs en croissance dans l'économie capitaliste actuelle) commence même à bâtir des prisons sur les sites des anciennes mines de charbon et de fracturation hydraulique dans les Appalaches. Sous le prétexte de créer des jobs en milieu rural, le complexe industriel-carcéral propose de plus en plus fréquemment de se développer dans les milieux touchés par les catastrophes écologiques de l'extractivisme minier, histoire de le polluer encore d'avantage et de « rentabiliser » des espaces dévastés. Depuis les années 2010, ce phénomène emmène la création d'un « archipel du goulag » dans les Appalaches centrales, une des zones les plus riches en biodiversité du continent.

Feu à toutes les prisons !

Canada : nouvelles législations. L'arsenal législatif répressif se perfectionne avec le projet de loi C-639. Celui-ci prévoit la criminalisation de toute personne qui « empêche, interrompt ou gêne l'emploi, la jouissance ou l'exploitation » d'une infrastructure essentielle, « dont la perturbation est susceptible d'avoir une incidence grave sur l'économie ».

Le contrôle social et les gamers. Selon les dernières données dévoilées par Stat Can, le pays a enregistré une baisse de 3% de son taux de criminalité. Parmi les facteurs pouvant expliquer cette baisse, on retrouve le vieillissement de la population, l'augmentation de la surveillance par caméra, les percées en matière d'empreintes ADN et la traçabilité par Internet ou par appareils mobiles. Selon un expert, les jeunes sont de plus en plus devant leur ordinateur et leur console de jeux : « Les gamers ne sont pas dans la rue à faire des mauvais coups! ».

Brise ta console, on se voit dans la rue!

Planter des fleurs au cimetière

le cas de l'agriculture urbaine

Depuis un certain temps que je fréquente le milieu de l'Agriculture urbaine (AU), il y a des trucs qui accrochent. Comme la crew de hypsters/hippies enthousiastes de toute, les universitaires qui cherchent la substance de la ville de demain dans les projets broche à foin de leurs étudiant-e-s, les politicien-ne-s locaux qui trouvent ça donc ben intéressant les gens qui veulent changer le monde, les promoteurs à gogos qui veulent chier des condos dans une belle ville verte, pis toute les autres hypocrites. Mais il y a aussi pas mal de monde nice, des anars qui trouvent ça trippant de se réapproprier ne serais-ce qu'un boutte d'autonomie, les travailleuses communautaires qui patentent de la société de fortune avec des ficelles pis des miracles, ben des artistes qui bricolent les matériaux récupérés, des vieux & vieilles qui lâchent pas la patate et défendent leur quartier parce que c'est de même depuis 1945, pis toute les autres empathiques qui savent tricoter leurs voisinages.

Mais c'est pas tout de savoir détester/apprécier un milieu. Encore faut-il se demander où-est qu'on s'en va avec tout ce beau et moins beau monde. Je lâche donc un peu la bêche pour écrire quelques réflexions sur le sujet de l'AU à Montréal. Son contexte, ses dynamiques passées et présentes, pis pourquoi on n'a aucune raison d'être optimistes et enthousiastes sur le sujet, mais que ça reste le fun comme moyen de passer le temps pendant la guerre sociale.

La forêt précède la civilisation...

Il ne faut pas le perdre de vue, la Ville passe comme un tank sur les espaces qu'elle occupe : des 6 rivières canalisées et asphaltées de Montréal en passant par les nichoirs à oiseaux migrateurs remblayés de l'île, de la destruction des berges du St-Laurent et de l'expulsion des autochtones du coin, la ville d'antan est pavée de destruction et de génocide. Puis il ne faudrait pas oublier la riche campagne qui couvrait cet espace de 1600 à 1900. Constituée des décombres de dizaines de villages, tous relatifs aux particularités des écosystèmes montréalais, la ville moderne efface les grands pins blancs du Mont-Royal, les rapides de Lachine et leurs saumons, les melons de NDG, les élevages de St-Henri, les anguilles de la rivière des milles-îles, pis tout le reste.

Dans ce processus de déracinement, tout ce qui ne travaille pas dans l'intérêt des classes dominantes est chassé de l'espace urbain. Ce dernier est dédié à la production des infrastructures du capital. Les bestiaux sont progressivement sortis de la ville, les quartiers les plus broche à foin rasés (Faubourg à Mlasse, Goose Village, etc.) et Montréal passée au désinfectant au tournant des années 1960. Les berges de l'île, autrefois plus accessibles (car non contrôlés, non revendiqués par les autoroutes ou les maisons huppées des classes dominantes) ont progressivement toutes été achetées ou développées, laissant la population urbaine croissante coupée de l'accès à la berge, écosystème extrêmement riche. Les pâturages, les boisés et les champs d'Ahunstsic, de Tétreauville, Pointe-aux-Trembles, de Verdun et de NDG font place aux tours à logements.

La ville a permis aux classes dominantes de s'approprier le rapport à la nature en même temps qu'elles la détruisaient. C'est la domestication de l'espace. Et ça continue, comme avec le nettoyage compulsif des berges du Canal Lachine pour que les bourgeois puissent y faire leur jogging en toute tranquillité d'esprit, à grand renfort d'initiatives de verdissement citoyennes. Le tout exécuté par des jeunes à qui il faut montrer le droit chemin de l'insertion au marché du salariat forcé, dans les joies de l'économie sociale¹.

Citoyen-ne-s, aux pelles!

À travers toutes ces péripéties, le rapport à la nature et au jardin s'est renouvelé au gré des groupes qui le revendiquaient. Le jardin a toujours existé dans les interstices de la ville industrielle. Depuis la fin du 19^e, du temps où Montréal était une île agricole, les limites entre champs et manufactures sont poreuses. La principale compagnie responsable du développement industriel du Canada, le Canadian Pacific Railway, est d'ailleurs la pionnière de l'agriculture urbaine, développant le verdissement de ses gares et encourageant les jardins de ses employésⁱⁱ. Que le jardin serve donc à compenser l'aliénation des ouvriers, c'est d'ailleurs ce que plusieurs d'entre eux revendiquent et ça calmera les esprits.

Les vagues de jardins sont venues s'insérer dans la ville au rythme des crises du capitalisme industriel et de ses contestations. Pour mettre les chômeurs au travail bienfaisant avec les associations de citoyen-ne-s privilégié-e-s et réformistes des années 1910 à 1930. Pour nourrir les familles nécessiteuses avec la Grande crise. Pour soutenir l'effort de guerre patriotique avec les Victory Gardens. Pour donner un nanane aux groupes communautaires et citoyens qui demandaient leur part dans le réaménagement des espaces urbains dans les années 1970ⁱⁱⁱ avec les jardins communautaires. Et pour répondre aux désirs de rupture des sous-cultures des années 2000 avec les

jardins collectifs. Et on aime ça! Mieux vaut une parcelle pour cultiver ses 500 pieds carrés d'autonomie alimentaire (ou ben juste pour faire beau) qu'une autre claque sur la gueule. Et puis ça permet d'avoir un rapport au vivant, si minime soit-il.

La situation de l'AU est-elle bien différente aujourd'hui? Comme les partisan-e-s de l'AU le soulignent, un



potager de trottoir remet en question la place du béton, mais inquiète aussi la Direction de la santé publique et les politicailleux d'arrondissement^{iv} qui voient leur conception du bord de rue mise à l'épreuve. Dans la ville post-industrielle, post-moderne, etc., il semble que l'AU soit encore une fois un moyen pour définir notre rapport à l'espace et aux systèmes de gouvernance.

L'engagement citoyen et de petite entreprise sociale prend d'ailleurs le haut du pavé de la vague actuelle de jardins urbains. L'AU se conjugue bien avec gentrification, puisqu'acheter un condo en ville c'est acheter un style de vie « local », une façon de se distraire « saine » et loin des embouteillages de Brossard, ou bien simplement refuser



d'abandonner une ville dans laquelle on a grandi, quitte à acheter un demi-sous-sol à 175 000\$. On voit des bobos de Villeray verdir les saillies de trottoir au nom de la réappropriation citoyenne du quartier. Réappropriation sur le dos de qui? Les enthousiastes du verdissement trinquent aux Jardins Gamelin, invitant la population de touristes toujours plus nombreuse à admirer les plantes qui remplacent les punks, dealers, bums, etc. du square maintenant sécurisé.

On parle même de ramener certains animaux en ville, comme l'Arrondissement de Rosemont qui réintègre tranquillement les poules pour les projets éducatifs des écoles alternatives où les riches envoient leurs kids, ou aux entreprises comme Alvéole (installation de ruches à domicile, crache le cash). Pas question que ça se fasse « n'importe comment », ça va être du développement durable propre et pédagogique. Ça va répondre aux besoins, oui les besoins, des populations qui peuvent se les permettre. Un peu comme la ferme de pleurote d'Hochelaga qui vend ses produits aux restaurateurs de luxe et aux serres Lufa. Ou encore comme l'épicerie vegan « d'Homa », Antidote. Antidote à quoi? Je me le demande encore, dans un quartier coincé entre le parc industriel, les raffineries, le port, les trains et les pipelines.



Comme dans plusieurs villes aux États-Unis, l'AU sert à faire la promotion d'une ambiance « kind of rustic, [...] that makes nearby real estate more attractive. And it hasn't taken long for real-estate agents and developers to take advantage of that commercial potential. "It's not uncommon for real-estate agents to stage veggie beds in the back yard" »^v. À l'image de la High line de New York, un parc suspendu qui

a fait bondir les prix de l'immobilier de 103% dans le quartier l'environnant^{vi}, les projets de verdissement d'ici ne sont pas innocents et s'inscrivent souvent dans des programmes de réaménagement urbain, des mots plus swells pour dire nettoyage social. Car si la Ville n'a pas encore de plan d'ensemble pour l'AU à Montréal, ce que plusieurs organismes réformistes réclament à grands cris (par exemple les membres du GTAU^{vii}, pour construire une « ville viable », « fière d'être vert[e] et nourricière »), elle a certainement des plans de développement, qui incluent quelques centaines de milliers de dollars pour l'AU, genre pour réaménager la « ferme Angrignon », histoire que les riches se rappellent que le bout de la ligne verte n'a pas encore été complètement gentrifié. Ou bien de permettre à Enbridge de couper quelques arbres pour ses pipelines et de payer ses dus à la ville...

«Ce n'est pas la première fois que l'entreprise agit de la sorte, c'est apprécié de pouvoir recevoir les sommes qui nous permettront de planter de nouveaux arbres» [...] Mme Rouleau s'est dite satisfaite de l'entente avec la compagnie, qui permettra la plantation de nouveaux arbres ainsi que l'acquisition de sept bancs de parc. L'abattage des arbres a permis de libérer les berges à proximité du parc Moulin-du-Rapide [...]. «Les citoyens auront donc un nouvel accès au fleuve, et ça n'aura rien coûté à la Ville».^{viii}

L'AU peut-elle être une perspective de lutte?

Mais revenons à nos moutons. S'il est clair que la gentrification a pris le haut du mouvement de verdissement, pour plusieurs à la base l'AU demeure une façon intéressante de se réapproprier des espaces collectifs, de créer des liens de quartier et tisser des solidarités. Pour des collectifs plus « radicaux », on

peut encore faire du jardinage squatté, déterrer les herbes médicinales des plantes bandes privées ou bien se servir de l'initiative citoyenne pour empêcher la construction de condos^{ix}.

Dans plusieurs groupes communautaires, on reconnaît que le maintien d'espaces verts et collectifs gérés par la population habitante des quartiers en gentrification permet de renforcer le tissu social. Lieu de rencontre et d'organisation par la base, le jardin demeure souvent un espace populaire à la barbe des condos. Par exemple, dans le Sud-Ouest, les jardins collectifs sont fréquentés par la population des quartiers, mais pas par les yuppies des condos du canal Lachine. D'institutionnaliser les usages d'AU de ces espaces permet de soustraire quelques terrains à la gentrification. Mais ça n'a pas grand impact sur le processus global; le jardin demeure plus un lieu de socialisation que de résistance. Pendant qu'on se bat pour ouvrir ou bien préserver des jardins, on perd l'accès au canal et les vieux pêcheurs du coin passent pour des bibelots, vestiges rustiques tout juste bons à faire des photos.

Certains vont voir dans l'AU une façon de reprendre contact avec les formes du vivant. Espace d'apprentissage alternatif pour tous les âges, l'AU est une façon de guérir un peu de l'aliénation que la société industrielle impose. Cette approche d'hortithérapie individualise toutefois le rapport à la problématique globale. Guérir certaines plaies ne fera pas baisser le coût des loyers et sauter l'asphalte.

Globalement, si le jardinage en ville est un espace en tension avec la société dominante, parce qu'il conteste l'uniformisation des rapports à la ville en y introduisant une activité horticole peu productive pour le capital, il demeure lié aux interstices disponibles et ne conteste



pas la structure globale du social. Même dans ses aspects subversifs, il reste une façon de créer du social (de l'acceptation) pour la ville et ses infrastructures. Peut-être peut-il se pratiquer de façon plus sauvage, mais ça n'en fait pas une force significative pour lutter contre la civilisation industrielle... plutôt, l'AU actuelle est réappropriée par les citoyen-ne-s, les élu-e-s, les réformistes et autres activistes de l'amélioration sociale.

...le désert la suit...

Comme l'universitaire Anna Kruzynski le fait remarquer, l'AU par les acteurs dominants du mouvement, c'est du changement social d'action directe, bottom-up^x, et cette forme de citoyenneté permet de changer le mode d'action politique. Du vote inutile on va « exercer sa citoyenneté au quotidien, [...] activer cette prise de conscience que nous sommes capables de créer la ville que nous voulons »^{xi}. Mais qui a la possibilité de faire des actions directes qui créent la ville que « nous voulons »? Les « super-citoyens »^{xii}, les instances communautaires, municipales et charitables, des forces on ne peut plus réformistes. L'AU porte un changement social à l'image des classes plus ou moins aisées et gauchistes, où les espaces de liberté sont pacifiques et le tissu social renforcé. Elle parle le langage de la sécurité alimentaire, de la justice sociale... ça peut être intéressant pour cultiver les dissidences et rencontrer du monde le fun, mais pas pour désertifier les structures de pouvoir qui nous enchaînent.

La ville était, est et demeurera un espace construit pour ségréguer les classes sociales, favoriser la discrimination raciale, les injustices; son cadastre est celui du système économique, social et politique qui lui donne sa raison d'être. Le verdissement est une optique de gentrification et de justice sociale. J'en viens à croire que ça revient au même, au risque de passer pour cynique. Ce n'est pas que les compétences individuelles ou collectives qui peuvent être acquises dans le jardinage urbain n'en valent pas la peine. Au contraire, tout ce qui nous rapproche un peu de la relation d'avec cette terre que la civilisation détruit est intéressant. C'est que de s'y limiter c'est un peu de planter des fleurs au cimetière : c'est joli, ça passe le temps et ça nous apprend beaucoup sur les deuils que le monde porte. Mais ça n'arrête pas l'hécatombe.



i L'organisme Pro-Vert Sud-Ouest et leur programme d'embellissement du canal.

http://provert.org/projets_canal_lachine.asp

ii Rhetoric and Roses, A History of Canadian Gardening, 1984.

iii Fruits des institutions et récoltes populaires : étude sur la portée sociale du jardinage communautaire à Montréal de 1909 à 1990, 2014.

iv Plusieurs médias locaux (comme Daily Business ou encore le Courrier de Portneuf) ou web on repris les avis émis par une toxicologue de la DSP de Montréal, Karen Price, le 13 juin 2014.

v Lauren Markham, Gentrification and the Urban Garden, 21 mai 2014.

vi Karine Le Loet, Gentrification verte : quand la nature en ville chasse les pauvres, 29 octobre 2014.

vii Le Groupe de Travail en Agriculture Urbaine (GTAU) rassemble présentement des organismes montréalais œuvrant dans le domaine de l'AU, de l'environnement, du développement social et de la sécurité alimentaire (Action Communiterre, Alternatives, Centre d'Écologie Urbaine de Montréal, Conseil Régional de l'environnement de Montréal, CRAPAUD, Marché de solidarité Frontenac, Santropol Roulant), mais se veut ouvert à l'intégration de nouveaux acteurs.

Les rencontres du GTAU depuis août 2010 ont permis d'établir des constats à propos de l'état de l'AU à Montréal et de mettre en lumière la nécessité de développer une vision claire et concertée à propos de celle-ci. Le GTAU croit nécessaire d'élargir la réflexion sur l'AU et de son insertion dans le développement d'une ville viable. Pour ce faire, il demande la tenue d'une consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal, par le biais du droit d'initiative. Un document, «Montréal, fière d'être vert et nourricière», a été rédigé par le GTAU, au printemps 2010, afin de présenter sa vision de l'AU.

viii Enbridge compense la Ville à la suite d'un abattage d'arbres, 16 avril 2014, journal Métro.

ix Par exemple le jardin de la liberté, qui occupe & revendique un terrain aux abords du canal Lachine, planté par la Pointe libertaire et le Centre social Autogété de Pointe-Saint-Charles.

x Le Devoir, dans un article de la série « Voyage au cœur de la citoyenneté active », 2 août 2014.

xi Idem.

xii Idem.

LES ANIMAUX CONTRE-ATTAQUENT

En mai dernier le chef de police de Richmond dans le Maine a déclaré au médias qu'un corbeau causait du trouble dans les parages en ayant attaqué au moins trois voitures et causant ainsi plusieurs centaines de dollars de dommages. Quelques semaines auparavant la police de Richmond a dû intervenir lorsque deux chèvres sont grimpées sur une voiture.

Cet été, un carouge à épaulettes a été aperçu attaquant les personnes qui circulent aux abords de la Maison de Radio-Canada à Montréal. L'oiseau a commencé à piquer sur tous ceux qui s'approchaient de l'endroit.

Au Yukon, un corbeau s'est infiltré dans une des stations McIntyre à Whitehorse. L'oiseau, qui en est mort, est entré en contact avec deux conducteurs en même temps, causant un court-circuit et occasionnant la défaillance du plus gros générateur d'électricité de la société d'État Énergie Yukon. Plusieurs quartiers résidentiels de la capitale ont été privés d'électricité ainsi que la mine Minto au centre du territoire.

Ensuite, un faucon est entré en contact avec une ligne de transmission électrique de la compagnie ATCO Electric occasionnant une interruption de service à environ mille abonnés.

En novembre, un cerf de Virginie a fracassé une des vitrines du Marché Le Végétarien de la rue King Est à Sherbrooke. L'animal héroïque s'est blessé grièvement et les policiers l'ont achevé sur place.

Depuis cet automne, des corneilles se posent sur la tête des étudiants de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et les picossent.

Et les plantes mettent la main à la pâte. La renouée japonaise, une polygonacée envahissante, ne cesse de briser les routes de Colombie-Britannique, car elle est capable de pousser à travers le ciment des routes ou encore les fondations en béton des immeubles.

À bas la Civilisation! Vive la Nature!

Des anarchistes qui critiquent la science et le progrès, qui dénoncent la domestication de la nature et préconisent le retour à celle-ci en déclarant sans retenues et sans rougir; « À bas la civilisation! Vive la nature! »... non, je ne parle pas des anarco-primitivistes (réels ou fictifs!), des green anarchists, de John Zerzan et sa clique; je ne parle pas non plus des « antitechs », comme l'oncle Ted, ni des groupes et individualités éco-extremistes du Mexique... C'est mal connu - et nous devons cela en partie au siècle bétonné de progressisme dont ont hérité les anarchistes d'aujourd'hui -, mais il y a plus de 100 ans, des préoccupations écologiques profondes et des critiques sans compromis de la civilisation s'articulaient déjà chez des anarchistes individualistes qui osaient se démarquer radicalement de l'adulation socialiste de la science et du progrès très répandue chez les militants de l'époque.



C'est en France, dès la fin d'un 19e siècle en pleine expansion urbaine et industrielle, qu'apparaissent les Naturiens, une tendance se réunissant autour de la publication de quelques revues de propagande comme *L'État Naturel*, *Le Naturien* et *La Nouvelle Humanité*. Ils organisent des soirées pour discuter de leurs idées et de projets de « colonie » naturiennes où celles-ci seraient mise en pratique en cette époque de l'expérimentation sociale anarchiste des *milieux libres* auxquels certains naturiens participèrent.



Henri Zisly pose pour la police

Le projet de colonie sur des bases proprement naturiennes n'arriva jamais à terme, et à part peut-être l'infatigable Henri Zisly, l'effervescence de la propagande naturienne semble avoir été d'une courte durée, impulsant d'autres courants dans sa foulée. Ils nous en reste que quelques textes épars, retrouvés ici et là, mais qui nous

témoignent d'un rejet catégorique de la civilisation, dénonçant les conséquences du progrès et de la technologie, de la domestication et de l'industrialisation, tout en s'acharnant à valoriser la *vie naturelle*, et dont la lecture reste, à mon avis, amplement pertinente, n'est-ce que pour se rendre compte que plusieurs questions de l'époque demeurent encore présentes. De même que ces mêmes questions, d'un point de vue anarchiste, ne sont pas nées à partir des pages du *Fifth Estate* pendant les années 80, pas plus que l'écologisme est né pendant les années 70.

Puisqu'il n'existe en ce moment aucun matériel imprimé accessible de textes naturiens, j'ai entrepris de réunir plusieurs textes rencontrés en une brochure à paraître prochainement :

À bas la Civilisation! Vive la Nature!
textes Naturiens (1896-1910)

Sans plus, je vous laisse avec un texte extrait de la brochure...

Aux civilisés libertaires ou autoritaires

Le Naturien, n° 3, 1er mai 1898

À Ludovic Malquin

Un de nos confrères écrivait il y a trois ans : On a beaucoup parlé des Naturiens ces jours-ci, et... on a dit beaucoup de bêtises.

Et il faut malheureusement constater que nos contemporains sont civilisés à tel point, que lorsqu'ils abordent la question Nature, ils ne peuvent en parler que d'une façon vague et qu'ils sont conséquemment enclins à toutes les erreurs.

Mais ce qui serait admissible de la part des civilisés autoritaires, conscients de la nécessité de l'esclavage et de la contrainte pour l'exécution de tout l'Artificiel établi sous le nom de "Progrès", devient incompréhensible, chez ceux qui se proclament libertaires, et qui doivent, pour la valeur de ce titre, abandonner et combattre les préjugés, les mensonges et les supercheries qui étayent la Civilisation. Que les oppresseurs de tous les régimes, dominateurs par la force ou exploiters de la crédulité, opposent à la revendication de primordiale Liberté formulée aujourd'hui de toutes parts, des représentations aussi fantaisistes qu'intéressées et dont les plus usitées sont de ce genre : retour à la bestialité, à l'ignorance, à la férocité, à l'anthropophagie, cela est sinon de la conviction, du moins de bonne guerre et de toute nécessité pour les soutiens de l'obscurantisme ; mais que des champions de l'indépendance, du

[illegible]

Est-il davantage possible de déclarer l'homme : féroce et vicieux par nature, tandis que les philosophes et psychologues sont d'avis que l'effet est la résultante de la cause ? Or, la férocité et le vice étant des effets déterminés par des causes, que les civilisés veuillent bien rechercher celles-ci.

Mais parfaitement ! Les îles Sandwich avant le contact avec les Civilisés, l'État Naturel où tout être a la satisfaction gratuite



de ses besoins d'alimentation et d'abri. Il était si simple de riposter à l'accusation de **sauvagerie** par cette vérité inattaquable : A l'état sauvage, nul ne meurt de faim.

Eh bien ! c'est ce que les Naturiens ont entrepris de démontrer, et ils le démontrent, avec les déclarations des savants civilisés, même les officiels. Ils démontrent, en s'appuyant sur toutes les sciences, que l'État Naturel de la Terre assure à l'homme : la force et la beauté physique avec la santé, la concorde et l'esprit de sociabilité avec l'indépendance réciproque.

Et pourtant, les Naturiens reconnaissent que la Terre a eu des phases de formation et que l'Humanité partie de l'état embryonnaire comme tout ce qui existe a dû subir des transformations successives ; c'est pourquoi les inculper de désirer l'**état primitif** est absolument s'égarer sur le but qu'ils poursuivent. Ils savent très bien que le passé, c'est le



temps vécu, et que penser à recommencer le passé serait la négation de la loi du mouvement. Aussi n'est-ce pas l'état primitif de l'homme qu'ils revendiquent, mais bien la reconstitution de "l'État Naturel de la

Terre", de la Terre dévastée et ravagée par les **travaux** de l'homme exécutés non dans un but d'intérêt général, mais pour la satisfaction d'intérêts particuliers : travaux de déboisement, d'endiguement, de percement, amenant les perturbations atmosphériques et aquatiques ; travaux de culture de plantes étrangères et d'élevage artificiel d'animaux déterminant l'appauvrissement et la maladie. Ce que réclament les Naturiens, ce sont les conditions naturelles de la Terre, conditions qui assuraient l'abri des êtres et des choses contre les éléments, qui donnaient la nourriture à tous par la production indigène, abondante et variée en chaque région, lesquelles conditions ont été détruites ou tout au moins fortement endommagées au nom d'un "Progrès" purement nominatif, et sous prétexte de Civilisation.

Ce que veulent les Naturiens, c'est la révision de la question humaine présentée sous la forme la plus fausse et celle de la description de la Terre où l'erreur s'appuie sur la mauvaise foi pour tracer un tableau effroyable des calamités qui actuellement la désolent et qui sont attribuées à la Nature, tandis que la présomption humaine en est seule coupable.

Il est vraiment plaisant en effet, d'entendre les hommes se déclarer eux-mêmes : produits de la Nature, et cependant traiter celle-ci, qui est l'ensemble des forces créatrices, de Puissance aveugle et brutale ayant néanmoins pris le soin de douer les hommes d'assez d'intelligence pour la réformer ; comme incohérence on ne peut guère aller plus loin, et c'est encore là un des remarquables résultats de la Civilisation.

E. Gravelle



Des scientifiques ont découvert pourquoi les
éléphants ont des taux de cancer très bas.

Ils auraient un gène anti-cancer

" On a pu isoler ce gène et
l'activer chez des souris ...

... les éléphants ont peur des souris
Hahaha !
et les résultats sont concluants."

"Et bien, mon cher ami...
En voilà une bonne raison pour protéger
les éléphants de l'extinction !"